

werden können. Als besonders wertvoll wurde mit Nachdruck immer wieder auf die umfassende Grundausbildung hingewiesen, die allen in der Schweiz wohnhaften Personen kostenlos und freiwillig offen stehen soll.

Die Mehrheit der Kommission war der Auffassung, das generelle Anliegen der Initiative, die zivile Friedensförderung zu stärken und zu konkretisieren, sei vom Grundsatz her wohl unterstützungswürdig. Die Initiative sei aber in der zwar ausformulierten, aber unklaren und wenig transparenten Form abzulehnen. Sie birgt in sich selber Widersprüche, indem sie einerseits verlangt, dass das Halten militärischer Streitkräfte und das Durchführen militärischer Schulungen generell verboten werden müsse; andererseits fordert die Initiative Soldaten für internationale Friedensbemühungen. Die Initiative hat nach Ansicht der Mehrheit der Kommission namhafte Mängel in der Abgrenzung zum Militärdienst und neu zum Bevölkerungsschutz sowie zur Leistung des zivilen Friedensdienstes innerhalb des zivilen Ersatzdienstes.

Aber auch der generelle Anspruch auf Ausbildung, auf Einsatzmöglichkeiten im In- und Ausland sowie der Entschädigungsanspruch sind von Form und Inhalt her unausgewogen und mangelhaft. Ebenso sind die Kostenfolge und die Kostenkontrolle für den Bund nicht nachvollziehbar. Auch vertritt die Mehrheit der Kommission die Auffassung, dass Personen, die den obligatorischen Militärdienst nicht mit ihrem Gewissen vereinbaren können, Zivildienst leisten dürfen und somit die Möglichkeit haben, auf Gebieten tätig zu sein, die jenen der ZFD-Initiative entsprechen. Die ZFD-Initiative würde zudem eine bestehende und anerkannte Institution, den Zivildienst, durch eine andere ersetzen, deren Konturen, wie schon erwähnt, nicht klar erkennbar sind – wobei noch zu bemerken wäre, dass jetzt das Zivildienstgesetz zusammen mit dem Armeeleitbild XXI und dem Bevölkerungsschutz-Leitbild XXI in Vernehmlassung ist. Es besteht somit auch hier die Möglichkeit, sich zu äussern, dementsprechende Forderungen zu stellen und Anliegen zu beantragen. Die Mehrheit der Kommission lehnt, wie der Bundesrat und der Ständerat, die Initiative aus diesen Überlegungen und mit diesen Begründungen ab.

Die Minderheit der Kommission ist jedoch der Meinung, dass genügend Gründe vorhanden seien, die Initiative zur Annahme zu empfehlen. Das Lippenbekenntnis des Bundesrates und der Mehrheit der Kommission und des Ständerates, das Bestreben der Initianten wohl zu begrüßen, reiche im heutigen Zeitpunkt der weltweiten Friedensbemühungen nicht mehr. Ohne Zweifel wird Frau Garbani, wie abgesprochen, bei der Begründung des Antrags der Minderheit auf ihre Forderungen und Anliegen eingehen.

Die Kommission hat die Vorlage schlussendlich mit 15 zu 8 Stimmen bei 0 Enthaltungen verabschiedet. Im Namen der Kommissionsmehrheit empfehle ich Ihnen, ihrem Antrag zu folgen und im Sinne von Bundesrat und Ständerat die Volksinitiative «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst» Volk und Ständen zur Ablehnung zu empfehlen und den Antrag der Minderheit Garbani abzulehnen.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

01.9001

Mitteilungen des Präsidenten Communications du président

Le président (Hess Peter, président): J'ai l'honneur de saluer une délégation de la Commission des affaires étran-

gères d'Algérie à la tribune diplomatique. Elle est dirigée par son président M. Abdelhamid Si Afif.

Cette délégation effectue une visite dans notre pays à l'invitation de la Commission de politique extérieure du Conseil national qui s'était elle-même rendue en Algérie, l'an passé. Monsieur le Président, Messieurs les Députés, je vous souhaite une cordiale bienvenue en Suisse. (*Applaudissements*)

00.059

Solidarität schafft Sicherheit. Für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst. Volksinitiative

La solidarité crée la sécurité. Pour un service civil volontaire pour la paix. Initiative populaire

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 05.07.00 (BBi 2000 4879)

Message du Conseil fédéral 05.07.00 (FF 2000 4511)

Berichtigung zur Botschaft 14.11.00 (BBi 2000 5509)

(La correction ne concerne que le texte allemand)

Ständerat/Conseil des Etats 22.03.01 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 19.06.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 19.06.01 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 22.06.01 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 22.06.01 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBi 2001 2868)

Texte de l'acte législatif (FF 2001 2731)

Vaudroz Jean-Claude (C, GE), pour la commission: Comme l'a dit très clairement mon préopinant, c'est effectivement par 15 voix contre 7 et avec 1 abstention que votre commission vous propose de recommander au peuple et aux cantons de rejeter cette initiative populaire.

Cette initiative en effet souhaite créer un nouvel instrument, un instrument supplémentaire et, véritablement, votre commission pense que cela ne se justifie pas. D'ailleurs, le texte de l'initiative va trop loin. Elle créerait immanquablement des doubles emplois et poserait des problèmes de coordination entre l'Etat et les ONG, comme l'a évoqué également mon préopinant. En effet, le service civil volontaire pour la paix (SCP) deviendrait une institution propre, totalement indépendante, qui pourrait d'ailleurs mandater des ONG, alors même que l'Etat, la Confédération, qui financerait le fonds, n'aurait aucun droit à l'égard du SCP.

Cette structure supplémentaire pose la question essentielle des doublons, mais surtout du manque de coordination entre les activités de l'Etat, de la Confédération dans ce domaine. Sans oublier un risque d'augmenter les coûts, mais surtout un risque de coûts inutiles. Actuellement, la collaboration entre les instances étatiques et les ONG fonctionne bien. Au DFAE, la DDC et la Direction politique sont chargées de la coordination des activités, aussi bien des activités de la Confédération que de celles des ONG. Ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que le système actuel est tout à fait cohérent. Le système prévu par l'initiative ne prévoit d'ailleurs pas d'instance supérieure. Par conséquent, nous devrions à coup sûr préprogrammer des problèmes de coordination.

A titre personnel, je constate à nouveau que l'on peut observer et retrouver à travers l'initiative cette volonté des initiants de se positionner dans une attitude totalement antimilitariste, une attitude opposée à l'armée, et cela quelles que soient les réformes entreprises ou d'ores et déjà réalisées par le département.

La minorité de la commission, comme l'avait évoqué d'ailleurs en commission M. Eggly, pense qu'il y a une incompatibilité fondamentale entre les actions pour la paix, qui ne peuvent être, selon les initiateurs, que civiles, et les actions militaires qui, elles, devraient forcément être guerrières, offensives et, bien entendu, contre la paix.

Mais cela, c'est totalement faux. En réalité, vous le savez, il y a une véritable complémentarité d'action entre la politique de sécurité et la politique de soutien à la paix et l'action de maintien de la paix par l'engagement solidaire de notre armée. D'ailleurs, un certain nombre de mesures déjà prises par la Confédération sont mieux à même de répondre aux besoins. Par exemple, la création d'un pool d'experts: ce pool est constitué d'experts pouvant être engagés rapidement dans des opérations de promotion de la paix dans des domaines tels que démocratie, droits de l'homme, presse, médias, élections, etc.; la création également d'un centre de compétences en matière de promotion de la paix, ce centre qui a pour but de favoriser l'échange d'informations sur le plan national, mais aussi international en matière d'engagement de promotion de la paix. Il doit également favoriser le dialogue entre l'administration et les ONG dans ce domaine et permettre des contacts avec l'économie, les milieux scientifiques, les médias et les différents acteurs privés.

Toutefois, la commission réitère son soutien au service civil et soutient l'idée centrale de l'initiative, laquelle préconise la participation de la Suisse aux différents processus de paix et l'envoi d'experts civils dans les zones de conflits armés. La promotion de la paix est et doit rester une des priorités de la politique étrangère et de la politique suisse. D'ailleurs, la commission est sensible également à tout ce qui plaide pour une action, notamment des jeunes, en faveur de la paix. Il y a là aussi une complémentarité dans les éléments de la politique de sécurité dont il faut que le peuple et les nouvelles générations soient plus conscients. On est à la fois pour la défense de notre pays, dans la continuité, et pour l'engagement, y compris de notre armée, pour assurer la sécurité à l'étranger et marquer notre solidarité par tous les canaux qui nous sont offerts.

Beaucoup de possibilités existent déjà. Il serait bien que la Confédération et le Parlement expriment une vision d'ensemble à ce sujet. C'est pourquoi la commission vous propose en complément un texte de postulat (01.3268) que vous avez reçu sur vos tables ce matin. La commission, par 14 voix contre 8, vous propose donc de transmettre ce postulat qui demande au Conseil fédéral de présenter un rapport. Vous venez de recevoir ce document et je ne répéterai pas son contenu, mais effectivement, je pense qu'un rapport détaillé sur les différents travaux réalisés dans les domaines service civil, experts pour la paix, évaluation de la volonté des jeunes en Suisse, etc., sera extrêmement utile pour poursuivre nos travaux en la matière.

Telles sont les raisons pour lesquelles je vous recommande de rejeter cette initiative populaire, comme l'a également dit très clairement mon préopinant, et de transmettre le postulat de la commission.

Garbani Valérie (S, NE): Le Pool d'experts suisse pour la promotion civile de la paix, dont la création a été annoncée le 4 décembre 2000 par le Conseil fédéral et qui permettra de déployer simultanément 100 experts, par rapport à 70 actuellement, dans des domaines tels que la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'homme, la police civile, est certes un projet qui m'enthousiasme. Ses défauts cependant et ses différences par rapport au service civil pour la paix sont les suivants: D'une part, les personnes qui pourront y être engagées devront présenter le profil personnel et professionnel requis pour participer à de telles missions, alors que l'initiative populaire poursuit précisément un but de formation. D'autre part, il ne s'agit pas, en réalité, véritablement d'un nouvel instrument au service de la prévention civile des conflits et du maintien de la paix par voie civile. En effet, ce projet se limite à regrouper les experts déjà actifs et intégrés à l'administration fédérale, dans un seul pool. De plus, si un

jour les élans en faveur du renforcement d'une politique de la paix devaient tomber, aucune garantie constitutionnelle ne subsisterait pour ce Pool d'experts suisse pour la promotion civile de la paix.

Quant à la révision partielle de la loi sur le service civil, actuellement en consultation, elle ne conduira pas davantage à permettre la création d'un service civil pour la paix. La modification législative proposée de supprimer le terme «exceptionnellement» pour l'engagement de civilistes dans des actions de maintien de la paix à l'étranger ne supprimera pas pour autant la marginalité de tels engagements, puisque les exigences personnelles et professionnelles élevées subsisteront. Actuellement, seul 1 pour cent des personnes astreintes au service civil peut l'effectuer à l'étranger.

Contrairement à la position soutenue par le Conseil fédéral, on doit donc admettre que les objectifs de l'initiative ne sont pas déjà réalisés. D'une part, les structures de formation du Pool d'experts suisse pour la promotion civile de la paix consisteront uniquement à offrir une formation complémentaire aux personnes déjà formées; d'autre part, seuls les civilistes déjà au bénéfice d'une formation ad hoc pourront espérer intervenir à l'étranger. Or, l'initiative veut offrir à toutes les personnes intéressées une formation idoine.

Dans le rapport sur la stratégie d'action en faveur de la paix 2000–2003, le DFAE prône précisément une approche globale et relève qu'il faut développer des capacités et des compétences à l'intérieur comme à l'extérieur de l'administration, que le savoir-faire de toutes et de tous profite à l'action gouvernementale. En cela, il rejoint l'objectif de formation voulu par les initiateurs. Et son objection selon laquelle le service civil pour la paix ferait intervenir des personnes plus jeunes et donc moins expérimentées que les spécialistes du Pool d'experts suisse pour la promotion civile de la paix n'est pas convaincante.

On part de la présomption que les jeunes n'ont rien de valable à offrir à l'extérieur de la Suisse. Elles et ils apprécieront! En matière d'engagement de soldats armés à l'étranger, l'âge n'a jamais été une condition pour se porter volontaire et les exigences de formation de la Swisscoy ne sont pas draconiennes, puisque la formation porte sur six semaines. Il y a donc une certaine dichotomie dans le discours du Conseil fédéral.

Quant au budget, M. Schmid, conseiller fédéral, a articulé au Conseil des Etats le chiffre de 90 millions de francs annuellement pour 1500 personnes engagées dans le cadre d'un service civil pour la paix. Pour mémoire, Monsieur le Conseiller fédéral, le budget accordé au DFAE pour le pool d'experts civils est de 39 millions de francs en 2001, 40 millions en 2002 et 41 millions en 2003, c'est-à-dire un budget maigre, voire symbolique par rapport au budget militaire de 4,3 milliards de francs, et un coup de pouce au DFAE, pour ma part, ne serait pas pour me déplaire.

En tout état de cause, il est patent qu'un engagement civil est et demeurera toujours moins onéreux qu'un engagement militaire.

Pour ma part, je suis par ailleurs un peu comme saint Thomas lorsque j'entends les membres de ce Parlement affirmer leur volonté d'en faire plus pour la politique de paix et de prévention civile des conflits. Jusqu'à ce jour, ce sont avant tout des déclarations d'intention. Je vous rappelle que la part du produit national brut de 0,4 pour cent nous est promise pour 2010. Je suis aussi comme saint Thomas lorsque j'apprends que le DFAE est en train d'élaborer un projet de loi sur la promotion de la paix et la politique des droits de l'homme, qui devrait être soumis aux Chambres avant la fin de cette législature. Je me réjouis de cette perspective, mais c'est une perspective et son acceptation par le Parlement n'est pas encore acquise.

En revanche, l'initiative a abouti. Elle existe. Au jeu d'une politique de rapprochement à des alliances militaires plutôt que d'une politique inventive, pionnière, dans la distribution des cartes, la Suisse récoltera, à mon avis, le Pierre noir. Quant au DDPS, son refus de l'initiative ne m'étonne guère. Cependant, son argumentation pour la rejeter pêche par sa faiblesse. Le Conseil fédéral estime que l'initiative viderait le

service civil de sa substance, qu'elle créerait une inégalité, puisque les personnes astreintes au service militaire ne pourraient pas choisir d'effectuer un service civil pour la paix. Si l'on s'en tient strictement au texte de l'initiative, le libre choix entre le service civil et le service militaire n'est pas formellement exigé et le texte de cette initiative ne postule pas davantage la suppression de l'obligation de servir. En revanche, ce qui est souhaité, c'est que les personnes déclarées inaptes au service pour des raisons de santé, les femmes, les personnes libérées du service militaire puissent s'engager dans le cadre d'un service civil volontaire pour la paix. En d'autres termes, ce qui est souhaité, c'est que plus de poids soit donné au service civil, dans le cadre de la politique de paix et de la sécurité par la coopération.

Cette initiative poursuit des objectifs tant de politique extérieure que de politique intérieure. Elle veut faire de la formation de la population de ce pays à la paix un mandat de la Confédération. Elle veut soutenir une politique de gestion non violente des conflits et par là même, soutenir les organisations privées qui sont déjà actives. Elle veut renforcer l'engagement de citoyens en faveur de la paix. Quel beau mandat est ainsi donné à la Confédération par cette initiative, un mandat qu'on ne peut ni ne doit refuser!

Fehr Jacqueline (S, ZH): Wir haben heute die Gelegenheit, zur Volksinitiative «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst» Stellung zu nehmen.

Diese wurde im Herbst 1999 von einem breiten Bündnis eingereicht. Das Bündnis reicht vom Schweizerischen Katholischen Frauenbund bis zu Terre des hommes Schweiz. Nehmen wir die Beurteilung ohne ideologische Scheuklappen vor, denn im Zentrum steht die schlichte, aber wichtige Frage: Wie kann die Schweiz einen verstärkten Beitrag zur zivilen und gewaltfreien Lösung der zahlreichen Konflikte und Krisen auf dieser Erde leisten?

Der Bundesrat blieb in der Ideologie gefangen und ging mit der Volksinitiative, die immerhin von über 120 000 Personen unterzeichnet wurde, äusserst unsorgfältig, ja geradezu fahrlässig um. Es ist selbstverständlich das gute Recht des Bundesrates, eine Initiative nach einer politischen Beurteilung zur Ablehnung zu empfehlen.

Für die SP-Fraktion nicht akzeptabel ist hingegen, dass er sich bei dieser Beurteilung auf eine Interpretation stützt, die dem Text der eingereichten Initiative widerspricht. In weiten Teilen argumentiert der Bundesrat gegen eine Initiative, die so gar nicht eingereicht wurde. Ich gebe ein Beispiel: In seiner Botschaft behauptet der Bundesrat, alle in der Schweiz wohnhaften Personen hätten gemäss der Initiative Anrecht auf einen Einsatz im Rahmen des zivilen Friedensdienstes. Diese Behauptung ist absurd. Die Initiative sieht zwar tatsächlich eine niederschwellige Grundausbildung vor, diese könnte z. B. im Rahmen von Blockwochen an Mittelschulen erfolgen. Dieses Ausbildungsangebot soll denn auch allen Interessierten offen stehen. Keinen Anspruch hingegen formuliert die Initiative für die Einsätze. Dort stellt sie auf den Bedarf von möglichen Einsätzen ab. Kurz: Die Initiative ist klar, Grundausbildung für alle, die sich dafür interessieren, Einsätze je nach Bedarf. Entsprechend ist die bundesrätliche Interpretation unzulässig.

Solche Fehlinterpretationen des Initiativtextes können wir uns nicht anders erklären, als dass sie politisch oder eben ideologisch motiviert sind. Das federführende Departement VBS sah hinter der Initiative armeekritische Kreise, dispensierte sich deshalb von jeglicher Sorgfalt im Umgang mit der Volksinitiative und bastelte sich eine Argumentation zusammen.

Doch die Initiative lässt sich nicht in diese Ecke drängen. Sie entspricht offensichtlich einem Bedürfnis. Nicht anders ist zu erklären, dass sich neben friedenspolitischen Organisationen auch Organisationen wie der Katholische Frauenbund, Hilfswerke wie das Schweizerische Arbeiterhilfswerk oder Terre des Hommes engagieren.

Sie entspricht offenbar nicht nur einem Bedürfnis von vielen Menschen, die sich in der Friedensarbeit engagieren, son-

dern auch einem Bedürfnis jener Menschen, die von Konflikten betroffen sind. Andere Staaten in Europa haben dies schon gemerkt: In Deutschland beispielsweise ist der zivile Friedensdienst Bestandteil der Regierungspolitik und untersteht direkt dem Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung.

Es ist kein Zufall, dass die Wichtigkeit und Notwendigkeit von zivilen Akteuren heute verbreitet im Verständnis der Menschen anerkannt ist. Es ist die Erkenntnis aus einem Jahrzehnt Krieg im ehemaligen Jugoslawien. Immer wieder standen wir dabei ohnmächtig schweren Menschenrechtsverletzungen gegenüber, ohne eine Möglichkeit, den Konflikt zu verhindern.

Dass militärische Mittel, zwar einen Konflikt einfrieren, nicht aber lösen oder verhindern können, ist ebenfalls eine Erkenntnis aus diesem Jahrzehnt Krieg. Klar geworden ist auch, dass die Kriege nicht aufgrund fehlender Vorzeichen oder Warnungen ausgebrochen sind – im Gegenteil: die Strukturen und Mechanismen, welche die Weltöffentlichkeit frühzeitig vor Konflikten warnen sollten, haben fast ausnahmslos funktioniert. Das Problem war nicht das Fehlen von frühzeitigen Warnungen, sondern das Fehlen von frühzeitigem Handeln. Vor diesem Hintergrund ist diese Initiative entstanden.

Die Frage lautete, wie die Lücke, die zwischen der hervorragenden Arbeit der humanitären Hilfe, der Entwicklungszusammenarbeit und der offiziellen Diplomatie besteht, geschlossen werden kann. Es greift zu kurz, die Lücke der friedenspolitischen Defizite schliessen zu wollen, indem man einfach nach einem Ausbau der humanitären Hilfe verlangt. Ich habe mich aus diesem Grunde während der Kampagne zur Revision des Militärgesetzes gegen die undifferenzierte Politik der SVP eingesetzt.

Es ist aber ebenso unredlich zu behaupten, die Schweiz mache schon genug für den Frieden und man könne die Konflikte dieser Welt getrost der Diplomatie überlassen. Die Initiative «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst» will jene Kräfte in Konfliktregionen stärken, die an politischen und gewaltfreien Lösungen interessiert sind. Das ist langfristig die einzige wirksame Konfliktlösungspolitik.

Eigentlich müsste eine grosse Mehrheit in diesem Saal dieser Initiative zustimmen. In der Diskussion um die Militärgesetzrevision waren sich Gegner und Befürworter in einem Punkt einig: Der Beitrag der Schweiz muss in erster Linie ein ziviler Beitrag sein, dieser muss in Zukunft ausgebaut werden. Hier haben wir eine Initiative, die einen konkreten Vorschlag macht. Der zivile Friedensdienst kann neben staatlichen Aktivitäten im Rahmen von Uno und OSZE oder neben der Entwicklungszusammenarbeit eine sinnvolle Ergänzung sein, weil er auf die zivilgesellschaftlichen Potenziale setzt.

Im Namen der SP-Fraktion bitte ich Sie, die Initiative zur Annahme zu empfehlen und deshalb den Minderheitsantrag Garbani zu unterstützen.

Cuche Fernand (G, NE): Après l'initiative populaire «pour une politique de sécurité crédible et une Suisse sans armée» qui a fait peur à une forte majorité du Parlement il y a à peu près 15 jours – c'était la première semaine de la session –, en voici une deuxième qui devrait créer un climat plus paisible et emporter, sans aucun doute et avec enthousiasme, votre adhésion pour dire oui.

A travers le service civil pour la paix, la Suisse peut innover et renforcer sa tradition humanitaire. La proposition émane de groupes pacifistes, de jeunes, d'organisations de femmes, d'organisations de défense des droits de l'homme du monde entier. Le service civil volontaire pour la paix n'est pas une extravagance. Un des premiers modèles de ce service a été présenté par l'Eglise évangélique de Berlin-Brandebourg en 1991 déjà. Des concepts analogues ont été discutés dans divers pays européens. En France, en Italie, en Autriche, des initiatives pacifistes ont été prises en faveur de tels projets. Dans les pays nordiques et anglo-saxons, ainsi que dans les Etats du Benelux, c'est surtout la recherche

académique pour la paix qui porte le service civil volontaire en faveur de la paix. Différentes rencontres européennes ont traité des possibilités d'un tel service et les Verts ont déposé un projet au Parlement européen.

Dans l'histoire de l'évolution de notre concept de défense, de protection de la paix, nous avons toujours donné, et vraisemblablement que nous le ferons encore au travers de la révision «Armée XXI», une priorité à l'armée. Avec l'initiative proposée, et ça a déjà été dit, l'armée subsiste. Elle n'est pas du tout condamnée. Elle s'est même vu récemment confiée une nouvelle mission par une consultation populaire, certes à une faible majorité.

Le projet «Armée XXI» maintient le principe d'un service militaire obligatoire, en tout cas dans ses projets. Vraisemblablement, cette obligation va subsister au travers des discussions au sein du Parlement. L'initiative, il est vrai, ne s'oppose pas à ce principe, en tout cas cette question reste ouverte. L'initiative ne remplace pas non plus le service civil tel que nous le connaissons, qui est actuellement en révision, en tout cas sa loi. Elle ne demande pas non plus le libre choix entre un service militaire et un service civil, ce que nous regrettons d'ailleurs. L'initiative va même jusqu'à suggérer qu'il est possible qu'une personne qui a effectué son service militaire puisse, par une prise de conscience nouvelle, décider de s'engager sur une base volontaire en faveur de la paix.

Il est important de préciser, au niveau des exigences ou des souhaits de l'initiative, qu'elle prévoit trois degrés d'intervention de l'Etat, en collaboration avec des institutions publiques ou des organisations non gouvernementales actives en matière de développement.

La première intervention, c'est d'offrir à l'ensemble de la population de ce pays la possibilité de s'informer et d'avoir une formation minimum dans la gestion pacifique des conflits. Alors, on peut imaginer que cette formation peut se donner dans les écoles, les collèges, les lycées, à l'université populaire, dans des centres de loisir, des clubs sportifs ou des établissements éducatifs et, pourquoi pas? dans les écoles de recrues. A partir de cette formation, des gens qui se sentiraient très à l'aise, avec des aptitudes qui se sont révélées, qui sont vérifiées, pourraient s'engager dans une action, soit en Suisse, soit à l'extérieur, pour tenter de résoudre pacifiquement les conflits. Il n'y a pas, comme cela a été dit aussi, l'obligation pour la population suisse de suivre des cours, d'entrer dans des actions de pacification ou de prévention des conflits. L'immense mérite de cette initiative, c'est de reposer sur la base volontaire, donc sur une détermination forte de la part des personnes.

L'initiative pourrait même permettre à notre ancien ministre de la défense, M. Ogi, qui s'est engagé pour le renforcement de la paix au travers du sport, de développer une organisation non gouvernementale de développement, de demander des financements à la Confédération pour essayer de renforcer l'esprit sportif, certes un peu compétitif mais non violent, dans les joutes sportives. Il y a donc toute une série de possibilités d'ouverture et d'application qui s'adressent à des gens sur une base volontaire.

Il a été question aussi, dans le message du Conseil fédéral, du contrôle de telles activités. Dans les considérations des initiateurs, le message est très clair. Il est dit que le Conseil fédéral nomme la commission du service civil volontaire pour la paix, sur proposition des oeuvres d'entraide et des organisations actives dans la politique de paix, et soumet les demandes de financement nécessaires aux Chambres fédérales. On a même un contrôle parlementaire sur l'évolution et l'application du service volontaire en faveur de la paix. Il est précisé que la commission de ce service est l'organe suprême, qu'elle est nommée par le Conseil fédéral, qu'elle est composée de personnes actives dans les domaines mentionnés dans le texte de l'initiative et qu'elle statue sur les demandes provenant des organisations exécutantes. Il est clair que les personnes qui manifestent la volonté d'aller à l'étranger au service du maintien de la paix, de la prévention des conflits, seront bien sûr aussi évaluées sur leur capacité personnelle à pouvoir assumer de tels engagements.

En conclusion, le groupe écologiste vous demande de dire oui à cette initiative. Elle est intelligente; elle est raisonnable; elle n'est pas du tout révolutionnaire; elle a cette capacité extraordinaire de dire à la population suisse, compte tenu du contexte difficile dans lequel nous nous trouvons non seulement en Suisse, mais au niveau international: «Vous pouvez vous responsabiliser; vous pouvez vous engager pour essayer d'avoir demain, pour chacun d'entre nous, un minimum de sécurité, un espoir de vie sécurisée.» Mais quels sont les arguments qui vous amèneraient à refuser un tel projet pour demain?

Tschuppert Karl (R, LU): Die FDP-Fraktion lehnt die Volksinitiative «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst» ab. Das heisst aber nicht, dass wir der Friedensförderung eine Absage erteilen wollen – im Gegenteil. Das Instrument in Form einer ausformulierten Initiative, das zu diesem Zweck vorgeschlagen wird, ist kein taugliches Rezept zur Lösung der Probleme im Bereich der Friedensförderung. Ich will nicht wiederholen, was unsere Kommissionssprecher materiell zur Initiative ausgeführt haben. Wichtig ist zu wissen, dass die Initiative zusammen mit der in der ersten Sessionswoche behandelten Volksinitiative «für eine glaubwürdige Sicherheitspolitik und eine Schweiz ohne Armee» von der GSaA eingereicht worden ist.

Im Gegensatz zur ersten Armeeabschaffungs-Initiative ist die zweite mit der Bildung eines zivilen Friedensdienstes verquickt worden. Das ist nicht ganz uninteressant. Die Armeeabschaffer vom Dienst haben also in der Zwischenzeit auch begriffen, dass man mit der Abschaffung unserer Armee die Aufgabe der Friedensförderung nicht löst. Da man aber keine Armee will, die für den Schutz der zivilen Hilfe am besten geeignet ist, schlägt man vor, das ungeliebte Kind zu verstossen und aus den frei werdenden Ressourcen etwas Privates aufzubauen. Da wir aber unsere Armee und den Zivildienst – wo bekanntlich Personen, die den obligatorischen Militärdienst aus Gewissensgründen nicht leisten können, eingeteilt sind – kurz und mittelfristig ganz bestimmt nicht abschaffen, haben wir die Initiative vor diesem Hintergrund zu beurteilen.

Wir sind der Meinung, dass die Zielsetzungen der Initiative bereits wesentlicher Bestandteil der Bemühungen der Schweiz im Bereich der internationalen Zusammenarbeit sind. Im Gegensatz zur Initiative sind aber die bestehenden Instrumente koordiniert und erprobt. Die organisatorischen Mängel der Initiative würden negative Auswirkungen auf unsere international sehr beachtete und bewährte Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen schweizerischen Akteuren haben. Dazu kommt, dass wir bereits heute weltweit zivile Friedensexperten einsetzen und dieses Gefäss laufend ausbauen.

Was wir Freisinnigen aber unter keinen Umständen tolerieren wollen, ist Folgendes: Konkret will die Initiative eine bestehende Institution durch eine andere ersetzen, deren Konturen und Auswirkungen nicht erkennbar sind. Wir dürften dann die neue Institution selbstverständlich finanzieren, hätten aber keine Möglichkeit zur Kontrolle und Mitsprache. Eine derartige Selbstbedienung lehnen wir Freisinnigen strikt ab.

Ich betone noch einmal: Die Ablehnung der FDP-Fraktion richtet sich nicht gegen die Verstärkung der zivilen Friedensförderung und der Gewaltprävention, aber wir wollen die bestehenden Möglichkeiten dazu nutzen und keine neuen Abenteuer riskieren.

Deshalb bitte ich Sie, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Eggly Jacques-Simon (L, GE): Le groupe libéral doit vous faire un aveu: il est induit en tentation. En effet, cette initiative populaire est séduisante. Elle est séduisante parce que, au fond, elle conjugue trois termes qui nous tiennent à coeur: la paix, la solidarité et les jeunes. En effet, nous pensons, nous les libéraux, que les générations actuelles et celles qui suivront doivent être engagées en faveur de la paix et

de la solidarité et que cela doit être un idéal et un engagement pour les jeunes. Oserais-je dire, d'ailleurs, que c'est une des raisons principales pour lesquelles nous avons, avec conviction et résolution, soutenu la révision de la loi sur l'armée et l'administration militaire, qui a finalement obtenu une faible majorité, mais une majorité quand même, lors de la votation populaire du 10 juin 2001.

Mais, même si nous, les libéraux, nous ne sommes pas des professionnels du procès d'intention, il ne faut pas non plus être naïf, ni être dupe. Que d'arrière-pensées au travers du texte de cette initiative! Comme l'a dit le rapporteur de langue française, on sent évidemment et constamment l'obsession selon laquelle, finalement, seule l'action civile aurait de la valeur, de l'impact, alors que tout ce qui a une tournure, une allure, une étiquette militaire irait à fins contraires et ne serait pas digne de se réclamer de l'action pour la paix. En fait, à travers cette initiative et à travers les débats qui ont eu lieu en commission ou à travers les mots prononcés ici, j'ai bien ressenti tout le débat qui a eu lieu à l'occasion de la votation populaire du 10 juin 2001.

Mais, si vous le voulez bien, quittons même, comme diront certains, le procès d'intention pour en revenir au texte même. Il n'y a pas de doute, et le Conseil fédéral l'a bien vu, qu'il y a un risque de confusion des rôles et des intentions, qu'il y a un risque de double emploi. D'ailleurs, vous l'avez entendu tout à l'heure de la bouche de M. Cuche: même avec un contrôle parlementaire, il y a, à l'article 57a chiffre 6, un rôle politique exagéré qui est dévolu à la commission indépendante. Les actions – et d'ailleurs la priorité dans l'ordre des mentions est très significative – seront effectuées d'abord à la demande des organisations non gouvernementales et d'institutions de l'Etat. On voit qu'on a l'intention de mettre sur un grand pied cette commission indépendante, qui jouerait un rôle trop grand, même si elle est sous la houlette du Parlement et du gouvernement. C'est d'elle que viendraient toutes les initiatives. Alors là, quand on regarde quelle serait la composition de cette commission, on se rend compte que les auteurs de l'initiative ont montré plus que le bout de l'oreille. Il y a bien évidemment là les pacifistes, les femmes, enfin on se retrouve avec ce que j'appellerai l'idéologie. (*Remarque intermédiaire Grobet: Oh, la la! les femmes!*)

Pourquoi les femmes plutôt que les hommes? Pourquoi les hommes plutôt que les femmes? Personnellement, Monsieur Grobet, je suis pour la mixité intégrale, je n'ai pas besoin de mentionner les uns et les autres en groupes séparés!

Et alors, en fait, toute la question est de savoir comment maîtriser une politique aux éléments complémentaires. Je ne crois pas que cette initiative ouvre une perspective de maîtrise politique. Et puis, on perçoit bien l'idée chez les auteurs de l'initiative de faire finalement basculer le service civil dans ces missions pour la paix. La loi sur le service civil, vous le savez, prévoit déjà des possibilités de tels engagements, mais là, et Mme Garbani, en tant que porte-parole de la minorité, l'a bien montré – l'idée, c'est que les jeunes soient formés d'entrée au service civil international. Alors là, j'aimerais vous dire, parce que je m'intéresse depuis très longtemps à la coopération au développement, que toute la question est de savoir si nous voulons faire ce genre d'action ou de service civil pour la paix pour nous faire plaisir à nous-mêmes, pour faire plaisir aux jeunes eux-mêmes qui seraient des pacifistes et qui ne voudraient pas entendre parler de service militaire, ou bien si nous voulons réellement envoyer des gens qui soient utiles sur place. Il faut quand même bien comprendre que les pays en voie de développement par exemple, les pays qui ont besoin d'aide, ont besoin de gens qui aient déjà une expérience, qui soient déjà formés. Nous n'allons pas dans les pays du tiers monde pour nous faire plaisir à nous-mêmes ou pour nous former nous-mêmes. Nous allons dans les pays du tiers monde pour aider ces gens. Par conséquent, il faut des gens qui aient de l'expérience. Et c'est d'ailleurs intéressant de savoir que, très souvent, les gens qui ont de l'expérience et qui peuvent apporter de manière civile quelque chose

d'utile à ces pays, sont des gens qui comme par hasard ont aussi eu une formation civile et militaire. Ce sont souvent les gens qui sont au bénéfice de cette double formation qui apportent quelque chose à ces populations et non pas des jeunes qui, simplement par idéalisme, ont envie de se former «dans la perspective de». En fait, et je le répète, il s'agit d'être utile aux autres et non pas de se faire plaisir à soi-même, en priorité. D'ailleurs, il existe déjà un pool d'experts du Département fédéral des affaires étrangères, on vous l'a dit. Et je crois que l'essentiel, c'est bien cela. Il faut, encore une fois, qu'il y ait une politique pour la paix, une politique d'engagement pour la paix, une politique qui inclut la collaboration avec les cercles de jeunes et les organisations non gouvernementales qui sont engagées pour la paix. Mais il faut que la maîtrise politique demeure l'affaire du Conseil fédéral, du Département fédéral des affaires étrangères et du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports.

J'ai l'air d'avoir été un peu sévère dans ma critique de cette initiative, alors que j'ai commencé par dire que j'avais été induit en tentation. C'est la raison pour laquelle, en commission, la maternité en revenait d'ailleurs à Mme Polla, j'ai défendu cette idée de postulat qui est devenu le postulat de la commission que vous avez sous les yeux. C'est vous dire que le groupe libéral est tout à fait d'accord qu'il faut encourager les jeunes à s'intéresser aux actions internationales, à celles qui soutiennent, qui promeuvent la paix et qui aident aussi à la reconstruction de certains pays, à la coopération au développement, etc. N'y a-t-il pas d'ailleurs certains pays comme la France qui ont eu, à titre de service militaire, des engagements de cette sorte, mais des engagements de longue durée? Par conséquent, nous ne sommes pas fermés à cette idée.

C'est la raison pour laquelle nous pensons que le Conseil fédéral – et ça lui sera utile, à lui aussi – doit, davantage qu'il ne l'a fait dans son message qui est trop court à cet égard, qui ne donne pas assez de renseignements, pouvoir faire une sorte d'évaluation générale et nous montrer quelles sont les possibilités d'actions en synergie, à la fois publique et privée, avec la maîtrise politique.

C'est la raison pour laquelle, en reconnaissant je dirais les bonnes intentions et le caractère intéressant de cette initiative, pour les raisons que j'ai dites, le groupe libéral s'y oppose, mais pour les raisons que j'ai dites également, le groupe libéral pense qu'il y a quelque chose à en retirer: en rejetant cette initiative, nous devons en même temps accepter un postulat qui incite le Conseil fédéral à vraiment aller de l'avant pour voir comment – mais sous maîtrise politique – nous pouvons, dans ce pays, encore plus et encore mieux travailler pour la paix, l'aide au développement, la solidarité internationale, c'est-à-dire finalement pour ce qui correspond à nos valeurs éthiques, ainsi qu'à nos intérêts et à notre sécurité.

Cuche Fernand (G, NE): Monsieur Eggly, vous m'avez bien suivi dans mon intervention. Quand j'ai donné un certain nombre d'exemples concernant l'engagement volontaire, j'ai donné des exemples qui concernent la Suisse. Je pense notamment que, dans les écoles, avec les rencontres culturelles certaines fois différentes et avec les histoires d'élèves fort différentes, on peut avoir là des sources de conflits et des interventions qui peuvent être judicieuses.

Vous avez dit, en ce qui concerne la coopération, qu'il faut être utile aux autres et ne pas y aller pour son plaisir. Je suis pleinement d'accord. Reste qu'on peut imaginer, dans un engagement volontaire, que la personne qui est vraiment accrochée à un projet aura l'intelligence de dire: «Je suis trop jeune à 20 ans et je partirai quand j'aurai la certitude d'avoir les compétences.» Pensez-vous qu'on peut imaginer un engagement qui ne se fera pas à 20 ou 22 ans, mais qui peut se faire à 30, 40 ou 45 ans, dans le cadre de la coopération? L'initiative laisse ouverte cette possibilité d'engagement dans le temps, en fonction de ses compétences.

Eggly Jacques-Simon (L, GE): Je pense que l'initiative laisse cela ouvert, mais la situation actuelle laisse aussi ouverte cette possibilité. Et, comme je l'ai dit, je pense que ceux qui seront les plus intéressants seront ceux, probablement, qui auront la double formation civile et militaire. La minorité de la commission a beaucoup insisté sur le fait d'une formation dès l'abord et immédiate, et c'est cette ouverture-là qui me fait peur. Par conséquent, ce que vous proposez, pourquoi pas? Mais ce qui est proposé par le texte, non, pas forcément.

C'est la raison pour laquelle je suis contre l'initiative, mais pour le postulat qui, notamment, devrait évaluer les perspectives que vous venez d'évoquer.

Hess Walter (C, SG): Die CVP-Fraktion teilt grundsätzlich das Anliegen der Initianten, mehr für den Frieden und die zivile Friedensförderung zu tun. Wir sind aber überzeugt, dass der vorgeschlagene Weg nicht der richtige ist, und lehnen deshalb die Initiative ab, und zwar vor allem aus folgenden Gründen:

1. Die Zielsetzungen dieser Initiative sind bereits heute ein wesentlicher Bestandteil unserer Friedensförderung. Die Initianten nehmen zu wenig zur Kenntnis, dass seit der Lancierung ihrer Initiative diesbezüglich viel oder einiges passiert ist.
2. Schon heute haben Personen, die aus Gewissensgründen keinen Militärdienst leisten wollen, die Möglichkeit, sich im Zivildienst zu engagieren. Der Zivildienst bietet ebenfalls Tätigkeiten an, die sich mit dem Abbau von Gewaltverhältnissen befassen.
3. Die heutige Lösung des Zivildienstes betreffend Auslandseinsätze hat sich bewährt. Es besteht kein Bedarf, hier eine «Konkurrenzorganisation» aufzubauen.
4. Die Initiative schafft Rechtsungleichheit. Ein Armeeangehöriger, der zusätzlich Friedensdienst leisten würde, müsste seine volle Dienstpflicht als Armeeangehöriger absolvieren. Hingegen wäre ein Zivildienstleistender bevorzugt, weil die im Rahmen der Grundausbildung geleisteten Tage angerechnet würden.
5. Internationale Friedenseinsätze erfordern mehr und mehr hochprofessionalisierte Spezialisten. Die Schweiz kommt diesem Erfordernis mit dem Pool ziviler Friedensexperten nach. Dort kann dieser Know-how-Transfer zwischen Milizspezialisten und Friedensförderern optimal genutzt werden.
6. Unkoordinierte Friedenseinsätze würden sich negativ auf die bewährte und international beachtete Zusammenarbeit der offiziellen Schweiz auswirken.
7. Die Initiative erlaubt es unseres Erachtens nicht, die Kostenfolgen im Griff zu haben. Nach unserem Dafürhalten hat die sehr bereite Grundausbildung Kosten von unbekannter Grösse zur Folge, Kosten, die kaum oder schlecht abschätzbar sind.

Aus diesen Gründen bitten wir Sie, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Schluer Ulrich (V, ZH): Die SVP-Fraktion empfiehlt Ihnen, die so genannte Friedensdienst-Initiative zur Ablehnung zu empfehlen, also die Haltung der Kommissionsmehrheit zu übernehmen.

Die grundsätzlichen Argumente gegen diese Initiative sind weitgehend genannt worden. Lassen Sie mich einige ergänzende Argumente hinzufügen. Zunächst ein gewisses Bedauern: Es ist gewissermassen folgerichtig, dass uns diese Initiative, die Freiwilligkeit für den Zivildienst verlangt, auf den Tisch kommt, nachdem auch beim Militärdienst die Freiwilligkeit aufgewertet worden ist. Es wäre einfacher, den Grundsatz zu vertreten, dass der Zivildienst ein obligatorisch zu leistender Ersatzdienst ist, wenn man auch beim Hauptdienst konsequent bliebe.

Der Anspruch der Initianten auf Ausbildung in Friedensdienstaktivitäten sozusagen für jedermann muss genau überprüft werden. Er bedeutet, dass der Bund die Ausbildung bezahlt, wobei der Einsatz der ausgebildeten Kräfte anderen Organisationen überlassen wird. Diese Organisa-

tionen können im Wesentlichen allein bestimmen, wie ihr Einsatz erfolgt; der Bund ist auf die Rolle des Zahlers beschränkt.

Da müssen wir doch daran erinnern, dass es in diesem Land – und darüber hinaus – teilweise recht merkwürdige Aktivitäten gibt, die unter dem Titel «Friedenseinsatz» laufen. Beispielsweise glaube ich, dass es Gruppen gab, die auch ihren nicht unbedingt so friedlichen Einsatz gegen das Weltwirtschaftsforum in Davos als «Friedensdienst» bezeichneten. Auch im Zusammenhang mit anderen internationalen Ereignissen fanden Auftritte statt, deren Urheber sich selbst als «Engagierte im Friedenseinsatz» deklarierten, auch wenn ihr Einsatz nicht unbedingt in allen Teilen so friedlich war.

Ich könnte mir vorstellen, dass wir dann bald einmal mit der Streitfrage konfrontiert sind, ob sich eine Gruppe, die sich von ihrem Pflastersteine in den Zürcher Hauptbahnhof schmeissenden Gefolge nicht distanzieren will, die Finanzen für ihre «friedenpolitischen Aktivitäten» nicht auch beim Bund holen kann. Die Initiative schliesst diese Möglichkeit zumindest nicht aus, sobald ein Einsatz als «Friedensaktivität» etikettiert wird – oft im Ausland oder im Inland inszeniert.

Sie sehen, auf welches Glatteis wir uns begeben würden, wenn es der Bund anderen überlassen müsste, Aktivitäten zu qualifizieren, für die dem Bund Rechnung gestellt werden kann.

Schon solche Überlegungen müssten dazu führen, der Initiative eine Absage zu erteilen. Allerdings ist auch dabei anzumerken, dass in Bezug auf den Begriff des Friedens eine zunehmende Begriffsverwirrung um sich greift. Da sind die offiziellen Stellen nicht unschuldig. Es ist heute äusserst bequem, gewissen Aktivitäten, die durchaus mit Macht oder mit anderen Ansprüchen zu tun haben, mit dem Titel «Friedenseinsatz» zu versehen, damit sie eine höhere Rechtfertigung erhalten. Es ist klar, dass Gruppierungen, die solches missbrauchen wollen, die eingetretene Begriffsverwirrung zu ihren Gunsten zu nutzen versuchen.

Wenn wir zu den zu erwartenden Folgen dieser Initiative zurückkehren, müssen wir feststellen, dass wir bei einer Annahme dieser Initiative mit dem Konzept, dem Bund Rechnungen für Aktivitäten senden zu können, die der Bund selbst gar nicht beschlossen und in die Wege geleitet hat, letzten Endes unsere etablierten und ihre Arbeit sehr gut bewältigenden humanitären Institutionen schädigen. Ich denke an die Deza, ich denke insbesondere ans Schweizerische Katastrophenhilfekorps. Irgendwoher müsste das Geld schliesslich genommen werden, das den Organisationen, die es beanspruchen, bezahlt werden muss. Das ist eine durchaus unerwünschte Entwicklung.

Wir sind der Auffassung, dass über die Tätigkeit, welche die Schweiz im Ausland im Namen der Schweiz entfaltet, auch die Schweiz und ihre gewählten und zuständigen Behörden zu entscheiden haben. Erlauben Sie mir, diese vielleicht nicht ganz dem Schema der Auseinandersetzung folgenden Gedanken zu äussern und damit eine zusätzliche Begründung zu geben, weshalb diese Initiative abzulehnen ist.

Wiederkehr Roland (E, ZH): Wenn wir heute die Zeitungen aufschlagen, dann sehen wir die grosse Besorgnis der Kantone darüber, dass ihre Lehrer überfordert sind und dass man jetzt eine Offensive zur Imageverbesserung der Lehrer starten will. Ein ganz wichtiger Punkt, warum die Lehrer genug haben, warum man wenig Lehrer findet, ist: Sie sind völlig überfordert, indem sie nicht nur Wissen vermitteln müssen, sondern sie müssen auch Psychologie studiert haben, sie müssen etwas wissen über Gewaltkonflikte, über Migration usw. Kurz und gut, man hat die Lehrer eigentlich allein gelassen, obwohl man gewusst hat, dass in unseren Schulen, in unserer Gesellschaft insgesamt, die Gewaltbereitschaft zunimmt. Konflikte werden nicht mehr nur verbal, sondern eben mit Fäusten ausgetragen.

Ersetzen Sie jetzt einmal die Formulierung «ziviler Friedensdienst» im Text der Initiative mit «Organisation». Und fast

jedermann würde, aufgrund der gegenwärtigen Situation in unserer Gesellschaft, Ihrem Anliegen zustimmen: eine Organisation zu bilden, die vom Bundesrat gefördert werden sollte, um präventiv Gewalt zu bekämpfen. Sie böte in Zusammenarbeit mit staatlichen Institutionen – Nichtregierungsorganisationen und Privaten – eine Grundausbildung an, die Wissen und Praktiken gewaltfreier Konfliktbearbeitung vermitteln würde, zur Entlastung der Lehrer zum Beispiel.

Ich zitiere aus dem Initiativtext: Diese Organisation trägt dazu bei, «Gewaltverhältnisse abzubauen sowie deren Neuentstehung zu verhindern. Dazu entwickelt sie insbesondere Massnahmen zur Früherkennung und Prävention von Gewaltpotenzialen, zum Schutz der Lebensgrundlagen, zur friedlichen Beilegung gewalttätiger Auseinandersetzungen und sogar zum sozialen Wiederaufbau». Ich glaube, Sie könnten angesichts der heutigen gesellschaftlichen Situation, mit der wir konfrontiert sind, hinter all diesen Forderungen stehen.

Ich habe in der Kommission gesagt, dass mir die Grundlagen dieser Leute, die den zivilen Friedensdienst fördern wollen, ausserordentlich sympathisch sind. Ich glaube, dass wir heute in unserer Gesellschaft frühzeitig, das heisst auch in den Schulen, etwas tun müssten, um mit Konflikten umgehen zu lernen – um zu lernen, das eigene Aggressionspotenzial nicht zerstörend einzusetzen. Ich war deshalb in der Kommission der Meinung, dass man sofort einen solchen Vorstoss aufnehmen müsste. Dass er jetzt verquickt wird mit dem zivilen Friedensdienst, dass dieser den Ruch hat, in Kombination mit der Armeeabschaffungs-Initiative zu stehen, gibt natürlich dieser Initiative hier keine Chance, das ist mir völlig klar.

Aber ich möchte eigentlich unseren Sicherheitsminister, Herrn Bundesrat Samuel Schmid, auffordern, mit seinen Männern und Frauen darüber zu diskutieren, wie das Grundanliegen umzusetzen ist, nämlich hier in der Schweiz die Möglichkeit zu einer Ausbildung für alle zu geben, um Konflikte zu verhüten und um Lehrern schlussendlich wieder Freude an ihrem angestammten Beruf der Wissensvermittlung zu geben. Das möchte ich Ihnen mit auf den Weg geben, Herr Bundesrat.

Tatsächlich leiden natürlich Schulinhalt und Wissensvermittlung unter diesen Konflikten, die wir heute auch in unserem Land haben. Das Beste, was wir für ein gutes Klima bezüglich Wirtschaftswachstum tun können, ist, unseren Jungen eine ausgezeichnete Ausbildung zu geben. Wenn Energie und Kräfte während der Ausbildung absorbiert werden, weil man nicht weiss, wie mit Aggressionen und aufkommenden Konflikten umzugehen ist, dann verlieren wir auf der ganzen Linie.

Herr Bundesrat, das möchte ich Ihnen als Sicherheitsminister mitgeben, damit auch diese Seite nochmals diskutiert wird.

Siegrist Ulrich (V, AG): Den Initiantinnen und Initianten gegenüber will ich gerne einräumen, dass sie an ein Weltverständnis anschliessen, das sich nicht länger leisten will, Krieg und Frieden als naturgegebene oder schicksalhafte Ereignisse zu betrachten, sondern an ein Weltverständnis, das Frieden – nicht bloss Stabilität – als erreichbares lebenswichtiges, realistisches Ziel und als Aufgabe unserer Generation betrachtet. Würde die Initiative nur von diesem Punkt her begriffen, ohne Begleitumstände und ohne Gesamtzusammenhang, so könnten ihr vielleicht Wirksamkeit und Tauglichkeit, nicht aber der gute Wille abgesprochen werden.

Doch ist der Massstab, an dem die Initiative sich messen lassen muss, breiter. Auch die Initianten selber sind mit einer breiten Strategie angetreten: Im Zwillingespann mit der gleichzeitigen Armeeabschaffungs-Initiative bringen sie politisch und insbesondere mit der Formulierung von Artikel 25 Absatz 3 der Übergangsbestimmungen auch wörtlich zum Ausdruck, welches die politischen Zusammenhänge sind und was der zusätzliche Wunsch und Gedanke hinter der

Initiative enthält. Die Initianten haben dies im Hearing vor der Kommission auch bestätigt. Damit ist die Initiative schon von der Entstehung her belastet und teilweise instrumentalisiert. Als visionäre Schwester der von niemandem so richtig als visionär empfundenen Armeeabschaffungs-Initiative soll sie das Gesamtbild etwas innovativer machen. Doch wenden sich die beiden Initiativen, die im Zwiesgespräch zu lesen sind, im Kern in alter Manier gegen unsere auf mehrere Beine abgestützte Aussensicherheitspolitik. Diese mehreren Beine sind unter anderem das humanitäre, das militärische, das diplomatische und das friedenspolitische. Erst diese Mehrzahl von Beinen gibt einer künftigen Friedensarchitektur die nötige Standfestigkeit. Eine Gesamtarchitektur, die nur auf einem Bein steht, ist wenig tragfähig.

Darüber hinaus ist die Initiative ausgesprochen angebotsorientiert. Sie schafft vor allem Ressourcen als Alternative zum Militärdienst und zum zivilen Ersatzdienst. Demgegenüber ist die zurzeit mindestens in ersten Ansätzen sichtbare Vorgehensstrategie des Bundesrates bedürfnisorientiert, und zwar mit ihrer situationsgerechten jeweiligen Mischung der richtigen Bausteine, der Früherkennung von Konfliktpotenzialen, der Menschenrechtspolitik, der Hilfe beim Aufbau demokratischer Strukturen, der Entwicklungszusammenarbeit, der Vermittlungs- und Beratungstätigkeit, der Chancenwahrnehmung und namentlich mit dem neu geschaffenen Pool ziviler Friedensexpertinnen und -experten. Diese Bausteine sollen jeweils als Teil einer aussen- und sicherheitspolitischen Strategie unseres Landes zu flexiblen Antworten kombiniert werden. Die Initiative lässt sich schwerlich in diese Strategie einordnen; sie schafft Gräben, statt solche zu überbrücken.

Dabei ist aber einzuräumen, dass die friedenspolitische Komponente – das möchte ich ganz klar festhalten – unserer Aussen- und Sicherheitspolitik noch deutlicher auszubauen ist. Der Hinweis auf den Einsatz der humanitären Organisationen ist erfreulich und zutreffend, ändert aber nichts daran, denn es geht hier um eine andere, zusätzlich notwendige Ebene der Friedensgestaltung. Hier brauchen wir neue Schritte mit Interventions- und Präventionskräften im zivilen Bereich, mit einem nachhaltigen Ausbau der staatlichen Instrumente wie auch parallel dazu der Entwicklung neuer zivilgesellschaftlicher Strukturen und Netzwerke neben den staatlichen Macht- und Rechtsstrukturen. Wir brauchen sodann eine professionelle Koordination und Gesamtführung all dieser Bestrebungen im Hinblick auf konzertierte und massgeschneiderte Lösungen.

Nach dieser politischen Gewichtung möchte ich Sie bitten, einerseits die Initiative abzulehnen, andererseits das Kommissionspostulat mit Überzeugung zu überweisen. Der im Postulat verlangte Bericht schafft eine Übersicht über die Schwergewichte dieses Zweigs der Aussen- und Sicherheitspolitik. Er schafft die Möglichkeit, dass das Parlament in einem Zeitpunkt, in dem noch Weichen gestellt werden, überhaupt einwirken kann; der Bericht veranlasst den Bundesrat, seine Ziele, Schwergewichte und Methoden bewusst und systematisiert darzulegen.

Ich beantrage Ihnen deshalb, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen und das Kommissionspostulat zu überweisen.

Cavalli Franco (S, TI): È sicuramente positivo il fatto che almeno qui ci sia una certa discussione. Al Consiglio degli Stati i nostri senatori, in modo parecchio snobistico, hanno «eliminato» questa iniziativa popolare quasi senza discussione, non perché la proposta fosse poco interessante, ma semplicemente perché veniva dalla parte sbagliata. È questo un difetto fondamentale della politica qui da noi. Si possono proporre anche le cose migliori, ma se gli autori della proposta vengono considerati come politicamente non corretti, non se ne discute neanche.

Il 10 giugno scorso abbiamo votato sul tema dell'uso del nostro esercito per degli interventi di solidarietà all'estero. È stata una campagna molto intensa. La Svizzera latina ha detto «no». Ci sono state per così dire due votazioni diverse: nella Svizzera tedesca si è trattato semplicemente di un re-

ferendum pro o contro Blocher, nella Svizzera latina si è invece votato sul tema che era in discussione, ed il no è stato un no di solidarietà.

In tutte le trasmissioni massmediatiche avute nella Svizzera latina, questa iniziativa popolare, che discutiamo oggi, è sempre stata presentata come una specie di controprogetto al progetto del Consiglio federale. Quindi, in fondo, se volete, la Svizzera latina ha già detto «sì» a questa iniziativa con il suo no del 10 giugno, che era, lo ripeto, un no di solidarietà e sicuramente non di chiusura. Questo non dobbiamo dimenticarlo se non vogliamo deludere ancora una volta questa parte del nostro paese.

Qui è stato detto: Bisogna fare attenzione, non bisogna mandare troppi giovani all'estero, che hanno buon cuore ma capiscono poco. Soprattutto il collega Eggly ha molto insistito su questo aspetto. Ora, io mi ricordo di tanti giovani svizzeri, che negli anni ottanta si sono impegnati in molte parti del mondo, soprattutto in America centrale. Gli ultimi tre svizzeri che hanno dato la loro vita per la pace sono tre giovani svizzeri ammazzati in Centro America dai terroristi filoamericani, e a quel tempo il signor Eggly non era dalla parte di questi giovani svizzeri. Non dobbiamo dimenticarlo. Questo esempio ci dimostra ancora una volta quanto importante è il contributo che questi giovani possono dare alla pace e contro le guerre imperialistiche.

Im Gegensatz zu Herrn Eggly glaube ich, dass es sehr gut wäre, wenn sich sehr viele junge Schweizer für einen Friedensdienst im Ausland engagieren würden. Sie würden nicht nur die Welt besser verstehen und sehen, wie sie funktioniert, sondern sie könnten einen wichtigen Beitrag zum Frieden leisten. Wir dürfen nicht vergessen, dass die letzten Schweizer, die ihr Leben für den Frieden hingegeben haben, drei junge Deutschschweizer sind, die in den Achtzigerjahren in Zentralamerika durch proamerikanische Terroristen getötet wurden. Damals waren viele derjenigen, die heute zur Initiative Nein sagen würden, eher auf der anderen Seite. Die offizielle Schweiz hat damals zu diesen politischen Morden geschwiegen.

Ich könnte eine ganze Reihe von historischen Beispielen bringen, die zeigen, dass zivile Einsätze für die Friedenserhaltung viel nützlicher sind als militärische. Ich will dies nur an einem Beispiel zeigen, am Beispiel Kosovo. Was hat sich damals abgespielt? Man dachte damals, mit 4000 zivilen Beobachtern könne man den Frieden sicherstellen. Jene, die von Anfang an den Krieg wollten, erreichten, dass nur 2000 zivile Beobachter eingesetzt wurden. Man hat dann das Massaker von Racak erfunden. Dann hat man in Rambouillet mit Bedingungen, von denen man wusste, dass die Gegenseite sie nicht akzeptieren konnte, die bedingungslose Kapitulation verlangt. Daraufhin hat man, um den Krieg beginnen zu können, auch noch die restlichen 2000 zivilen Beobachter abgezogen. Darauf sind etliche Tausend Menschen sinnlos gestorben. Hätte man stattdessen die Zahl der zivilen Beobachter verzehnfacht, dann hätte dieser Krieg höchstwahrscheinlich nicht stattgefunden.

Genau wie dieses Beispiel könnte ich noch viele weitere Beispiele bringen, um Ihnen zu zeigen, dass dies der wirksamste Weg ist, um Kriege zu vermeiden. Aber leider wird die Mehrheit dieses Rates heute Nein sagen, nicht etwa, weil man denkt, das Ansinnen sei schlecht, sondern weil es von der falschen Seite kommt. Mehr oder weniger hat das auch Herr Siegrist gesagt. Würde dieses Ansinnen von jemand anderem kommen, beispielsweise von einem Vertreter von Mitte-Rechts, dann würde man ihm Beifall zollen und die Initiative wahrscheinlich zur Annahme empfehlen.

Das ist eine der vielen schlechten Gewohnheiten in unserer Politik. Das zeugt nicht von einer besonderen Seriosität; da sind Sie wahrscheinlich mit mir einverstanden.

Teuscher Franziska (G, BE): Die Volksinitiative «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst» fordert ein verstärktes Engagement der Schweiz im Bereich der zivilen Konfliktbearbeitung. Wenn ich all der Abstimmungspropaganda zur Militärgesetzrevision geglaubt

hätte, könnte ich heute davon ausgehen, dass die Zustimmung zu dieser Initiative eine Selbstverständlichkeit wäre. Denn in einem Punkt waren sich Befürworter und Gegner vor zehn Tagen noch einig: Es braucht in erster Linie einen zivilen Beitrag der Schweiz auf internationaler Ebene. «Lieber zivile Hilfe statt militärische Auslandseinsätze», das schrieben nicht etwa die linken Gegnerinnen und Gegner der Militärgesetzrevision, sondern so betitelte die SVP ihre Inserate. Wenn nun die SVP-Fraktion heute die vorliegende Initiative ablehnt, dann hat sie politisch jede Glaubwürdigkeit verspielt. Aber auch die Befürworter des Militärgesetzes standen öffentlich für die zivile Konfliktbearbeitung ein. Aus den Voten der bürgerlichen Vorredner wurde aber klar: Die Argumentation für die zivile Konfliktlösung war nur taktisch gemeint und nicht ehrlich.

Sie müssen heute endlich konkret zu dieser Frage Stellung nehmen, Sie müssen zeigen, wie ernst es Ihnen ist. Es ist politisch verwerflich, nur schöne Sprüche zu machen und dann bei konkreten Projekten zu kneifen. Die bürgerlichen Vorredner haben es gesagt: Es gibt eigentlich keine sachlichen Argumente gegen diese Initiative, aber die Initiative kommt aus der falschen Ecke. Die GSoA wird hinter der Initiative vermutet, und deshalb ist die Initiative abzulehnen. Das ist Politisieren mit Scheuklappen, und das ist für unsere Demokratie schädlich.

Auch der Bundesrat hat die Initiative für den zivilen Friedensdienst bei der Erarbeitung der Botschaft gar nicht ernst genommen. Die Botschaft ist «hundslausig»! Der Bundesrat nimmt sogar Interpretationen des Begehrens vor, die dem Wortlaut der Initiative widersprechen. Weder hält die Initiative ein Recht fest, für alle in der Schweiz lebenden Personen bei Einsätzen im Rahmen des zivilen Friedensdienstes teilzunehmen, noch wird mit der Initiative der Zivildienst abgeschafft.

Selbstverständlich darf der Bundesrat Initiativen ablehnen. Bei der Ausarbeitung dieser Botschaft hat der Bundesrat den Respekt gegenüber den 120 000 Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern, welche die Initiative unterzeichnet haben, aber verloren; das finde ich sehr bedenklich.

Ebenso bedenklich finde ich die Haltung der bürgerlichen Mehrheit in der Kommission. Sie sagt Nein zur Initiative, verlangt dann aber vom Bundesrat in einem Postulat (01.3268) einen ausführlichen Bericht zu den Fragen des ZFD. Sie können die Fragen, die im Bericht geklärt werden sollen, alle dem Postulatstext entnehmen. Eine total verkehrte Logik!

Wenn die bürgerliche Mehrheit in der SiK die Arbeit ernst genommen hätte und es ihr mit der zivilen Hilfe ernst wäre, dann hätte sie zuerst eine solche Zusammenstellung verlangen und erst dann, in Kenntnis der Sachlage, über die Initiative debattieren müssen – und nicht in Unkenntnis der Sachlage. Bei der Volksinitiative «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst» ging es, wie bereits gesagt, in erster Linie eben darum, ein politisch unliebsames Initiativprojekt möglichst rasch zu bodigen.

Herr Hess Walter hat sieben oder acht Punkte aufgeführt, warum die CVP-Fraktion diese Initiative ablehnt. Nach seiner Interpretation muss ich davon ausgehen, dass man auch in der CVP-Fraktion den Initiativtext nicht richtig gelesen und nicht richtig verstanden hat. Konflikte gewaltfrei zu bearbeiten, in Krisenregionen auf zivilgesellschaftliche Kräfte zu setzen, ist die wirksamste Politik. Dazu braucht es eine Vielzahl von Massnahmen. Die Volksinitiative konkurrenziert keine der heutigen Massnahmen.

Es ist lächerlich, wenn z. B. Herr Schluer sagt, die Initiative würde die Hilfswerke schädigen – der Bericht, den die SiK verlangt, wird es Ihnen zeigen, Herr Schluer! In Deutschland z. B. wird der zivile Friedensdienst zu einem wesentlichen Teil von den Hilfswerken mitgetragen. Die Initiative ist eine richtige und wichtige Ergänzung zu den heute bestehenden Einrichtungen.

Wenn im EDA heute ein Friedenskorps aufgebaut wird, damit man besser auf den staatlichen Bedarf bei internationalen Einsätzen im Rahmen von Uno- und OSZE-Mandaten reagieren kann, dann ist das kein Grund, die Initiative abzulehnen. Es ist im Gegenteil ein Grund, ihr zuzustimmen. Die

Initiative bietet ein flexibles und sinnvolles Instrument, um in Konfliktsituationen zivile Lösungen zu unterstützen.

Ich bitte Sie daher, heute auf die Karte der zivilen Lösungen zu setzen und der Volksinitiative «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst» zuzustimmen.

Polla Barbara (L, GE): L'initiative populaire dont nous débattons aujourd'hui vise donc à introduire un service civil volontaire pour la paix. Le GSsA qui est derrière cette initiative admet cette fois-ci que les conflits sont inévitables. Il est également conscient que le service civil pour la paix ne saurait éliminer les causes de violence, mais il estime qu'il pourrait augmenter les chances de régler ces conflits autrement que par la violence.

Le GSsA se base fort adéquatement sur les expériences qui existent déjà ailleurs dans les pays qui nous entourent, notamment en France, et surtout en Allemagne où le service civil pour la paix fait partie intégrante de la politique gouvernementale de développement. Comme le dit un document de la «Bundesregierung» du 7 août 2000, le service civil pour la paix, nouvel élément de la politique de développement allemande, devrait en effet devenir un pilier de l'action future du «Deutscher Entwicklungsdienst». Car il ne saurait y avoir de vraie politique de développement sans paix. C'est la raison pour laquelle la «Bundesregierung» considère que la prévention et la gestion des crises, suscitant un intérêt croissant dans l'opinion publique, jouent un rôle de première importance dans le débat international sur la politique de développement.

C'est pour ces raisons notamment que Mme Heidemarie Wiczorek-Zeul, ministre allemande de la coopération et du développement, a créé un service civil pour la paix qui a reçu, en l'an 2000, 17 millions de marks du Ministère fédéral de la coopération économique et du développement. En Allemagne, très clairement, le service civil pour la paix a été implanté en coopération avec les autres instances existantes, gouvernementales ou non, et en parallèle à l'engagement militaire. C'est donc possible. En France, les choses sont moins avancées, mais on travaille aussi à une charte du service civil pour la paix et au développement de l'intervention civile volontaire, notamment pour les jeunes de 18 à 30 ans.

L'initiative s'est d'ailleurs fortement inspirée du travail français. L'un des points essentiels qu'elle demande, c'est bien cette formation de base que soulignait Mme Garbani pour tout volontaire résidant en Suisse, ouvrant ainsi plus particulièrement aux jeunes – et c'est très important – la possibilité de s'engager, que ce soit dans le cadre militaire ou dans le cadre civil, ce dernier souvent préféré d'ailleurs, en Suisse romande notamment.

J'ai personnellement toujours soutenu, et je continuerai de soutenir l'indispensable engagement militaire, mais il y a aussi lieu de soutenir activement l'engagement civil, dans la mesure où les deux sont complémentaires et non antagonistes. Mais, alors, où est le problème? Evidemment, le problème, ce sont toutes les autres initiatives du GSsA, c'est l'autre initiative, notamment celle dont nous avons traité la semaine dernière, l'initiative populaire «pour une politique de sécurité crédible et une Suisse sans armée». Il n'est juste pas crédible de demander en même temps la suppression de l'armée et la création d'un service civil pour la paix, et de vouloir faire croire que sa création ne mettrait en rien en cause l'engagement de l'armée pour le même type d'objectif. Ce n'est juste pas crédible et c'est bien pour cela que, moi aussi, je rejeterai l'initiative en question. Mais je le regrette, car il est loin d'être impossible qu'il existe en fait réellement une place, dans notre pays, pour un service civil pour la paix, coordonné par la Confédération, peut-être autrement que selon ce que propose l'initiative. Une chose est quand même sûre: on ne peut pas tout simplement rejeter cette initiative sans au moins avoir une idée plus précise de ce qui se fait, ici et ailleurs, et de ce qui pourrait se faire de plus et de mieux en la matière.

Pardonnez-moi, Monsieur le Conseiller fédéral, mais on ne peut pas se satisfaire des arguments du Conseil fédéral pour rejeter l'initiative, arguments qui sont avant tout d'ordre structurel: «Nous le faisons déjà», «cela coûterait cher», «cela troublerait inutilement l'excellente organisation actuelle» et «cela créerait des complications».

Oui, je suis convaincue que la Suisse fait beaucoup pour le développement et la gestion non violente des conflits, et j'en suis fière. C'est pour moi une grande raison de fierté de mon pays. Mais, non, cela ne doit pas nous empêcher d'envisager de faire mieux. C'est à ce souci que répond l'intervention de M. Eggly, qui est devenue le postulat de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national. Il ne s'agit pas seulement de stratégie politique du genre: «Dites 'oui' au postulat, comme cela vous pouvez dire 'non' en toute bonne conscience à l'initiative.» Non, il s'agit réellement d'obtenir les informations nécessaires qui pourraient ensuite servir de base à une amélioration, qui reste toujours possible, de l'ensemble des engagements suisses pour la paix.

Je vous invite donc à rejeter l'initiative, à transmettre le postulat de la commission et à attendre – mais pas trop longtemps! – les informations dont nous avons besoin pour envisager de renforcer encore notre engagement pour la paix, si cela s'avère adéquat, dans une vision d'engagement civil absolument complémentaire, et non compétitive, par rapport à l'engagement militaire pour la paix.

Vermot Ruth-Gaby (S, BE): Während des Abstimmungskampfes um die Bewaffnung von Schweizer Soldaten im Ausland haben wir, die linken Gegnerinnen und Gegner, immer wieder darauf hingewiesen, wie wichtig die zivile Friedensarbeit sei. Wir forderten mehr Leute, mehr Geld, mehr Wissen und mehr Ausbildung für diese Aufgabe. Die Befürworterinnen und Befürworter der Vorlage haben zugestimmt und beteuert, wie wichtig der zivile Einsatz und die Friedensvermittlung seien. Heute liegt uns eine Initiative vor. Empfehlen wir sie als Rat zur Annahme, so können endlich diese Versprechen eingelöst werden.

Die Arbeit ziviler Friedensdienste ist die zentrale Aufgabe in Konfliktgebieten. Konflikte können nicht mit Bomben und guten Worten gelöst werden. Konfliktarbeit ist harte Arbeit, die von gut ausgebildeten und engagierten Menschen geleistet werden muss, die nicht aufgeben, wenn der Erfolg ausbleibt. Der Bundesrat empfiehlt die Initiative in seiner halbherzigen, schlechten Botschaft zur Ablehnung – mit der Ausrede, es seien schon sehr viele Friedensorganisationen in Konfliktgebieten tätig. Im März 2000 arbeiteten z. B. 437 zivile Organisationen in Kosovo. Er nennt die Leistungen der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (Deza), des Katastrophenhilfekorps und weiterer vom Bund unterstützter Organisationen.

Der Bundesrat macht es sich entschieden zu leicht, denn darum geht es nämlich nicht. Die Deza macht Aufbau- und Entwicklungsarbeit, und die macht sie gut. Das gilt auch für die Katastrophenhilfe. Sie kommt Leuten zu Hilfe, die durch Katastrophen zu Schaden gekommen sind; auch das macht sie gut. Verschiedene Nichtregierungsorganisationen erbringen aktive Hilfe, und auch das ist wichtig. Aber die Initiative fordert ausgebildete Friedensleute, Frauen und Männer, die über Wissen und Erfahrung in der konkreten Friedens- und Konfliktarbeit verfügen. Unter zivilem Friedensdienst versteht man den Einsatz von Menschen, die wissen, wie man mit feindlichen Parteien verhandelt, Menschen, die sich vertieft und professionell mit Konfliktlösungen befassen. Solche Personen gibt es nicht im Überfluss.

Der Bundesrat vermischt in seiner ablehnenden Antwort auf die Initiative verschiedene Dinge. Es geht bei dieser Initiative nicht um die Abschaffung der Armee oder um die Schwächung des aktuellen Zivildienstes. Zivildienstleistende soll und wird es weiterhin geben. Sie arbeiten in der Schweiz ja vorwiegend in sozialen Institutionen und absolvieren einen «anderen Militärdienst». Mitglieder eines zivilen Friedensdienstes müssen ein ganz anderes Pflichtenheft und eine weit differenziertere Ausbildung haben, als dies im Militärbereich denkbar ist.

Als Europaratsmitglied bin ich sehr oft in Krisengebieten in Serbien, Kosovo, Aserbaidschan, Tschetschenien tätig. Diese Krisenorte haben nur eine Chance, zur Ruhe zu kommen, wenn sich – neben der Entwicklungszusammenarbeit und Aufbauhilfe – Vermittlerinnen und Vermittler und professionell ausgebildete Friedensmediatorinnen und Friedensmediatoren für diese Orte engagieren. Im Jahr 2000 hat der Bundesrat einen Expertenpool für die zivile Friedensförderung geschaffen. Ein solcher Pool ist gut und recht, nur hat er einen Schönheitsfehler: Seine Existenz ist nicht in der Verfassung verankert und gesichert. Ich befürchte, dass dieser Pool daher nur dann funktioniert, wenn genügend Finanzen zur Verfügung stehen. Solche Einsätze ohne Verfassungsauftrag werden in weniger begüterten Zeiten wohl sehr rasch als überflüssig aus dem Budget gestrichen. Gerade diese Unverbindlichkeit gilt es zu verhindern.

Die Initiantinnen und Initianten haben in den Übergangsbestimmungen wesentliche Steuerungsmöglichkeiten vorgeschlagen, mit denen Leute, die sich für zivile Friedensarbeit zur Verfügung stellen, während ihrer Einsätze geschützt sind. Genannt werden Kündigungsschutz, keine Verschlechterung der Arbeitsbedingungen und die Anrechnung der Einsätze als Zivildiensttage. Man könnte das Ganze umkehren: Wer unter schwierigsten Bedingungen zivile Friedensarbeit leistet, holt sich für seine Arbeitsstelle hier sehr viele zusätzliche Kompetenzen, die nicht zu unterschätzen sind.

Ich bitte Sie, zu dieser Initiative Ja zu sagen, weil die Schweiz noch immer keinen zivilen Friedensdienst hat wie etwa Österreich und Deutschland.

Bernasconi Madeleine (R, GE): Une initiative, un titre: «La solidarité crée la sécurité: pour un service civil volontaire pour la paix». Un titre vraiment prometteur. Bien que cette initiative provienne du GSa, qui a pour objectif la suppression de l'armée et en même temps demande un service civil, je crois que les buts sont forts et peuvent sensibiliser la population. Nous pourrions y adhérer, si ce n'est que la Suisse est très engagée dans ce but-là. En effet, ces dernières années, notre pays a mis et met tout en oeuvre pour la promotion de la paix: par la coopération, l'aide humanitaire, la création d'organisations. Notre engagement est donc là et très fort.

La stratégie d'action en faveur de la paix 2000–2003 du Département fédéral des affaires étrangères démontre aussi clairement la voie à suivre. Il ne faut pas oublier que la loi fédérale sur le service civil offre déjà la possibilité à son article 10. En outre, le Conseil fédéral, dans un communiqué de décembre 2000, a décidé de la création d'un Pool d'experts suisse pour la promotion civile de la paix, qui répond au but visé par l'initiative. Laissons donc faire les divers organismes; laissons-les faire leur travail également en tant que professionnels.

Que ce soit par les différents services de la Confédération, que ce soit par des organisations non gouvernementales, ce travail se fait, il peut constamment être amélioré. C'est pour cette raison et par le travail qui est fait, et également par la détermination de la Commission de la politique de sécurité, qui n'exclut pas et qui souhaite réellement que l'on travaille dans le sens de la paix, que je vous invite à soutenir la proposition de la majorité de la commission et le projet du Conseil fédéral, c'est-à-dire rejeter cette initiative, mais par contre accepter le postulat de la Commission de la politique de sécurité pour un service civil volontaire pour la paix.

Keller Robert (V, ZH): Einer spricht, und keiner hört zu. Das ist nicht verwunderlich, denn es handelt sich immer um das gleiche Thema in leicht veränderter Form. Die GSa hat unzählige Initiativen eingereicht, die die Landesverteidigung beeinträchtigen. Was wollen die Initianten? Sie wollen mit dem zivilen Friedensdienst im In- und Ausland Gewalt abbauen, Gewalt verhindern, die Früherkennung und Prävention von Gewaltpotenzialen ermöglichen, die Lebensgrundlagen schützen, die friedliche Beilegung von gewalttätigen Auseinandersetzungen ermöglichen, den Wiederaufbau un-

terstützen und vorantreiben – das tönt gut, wir wollen das auch, aber mit anderen Mitteln.

Der zivile Friedensdienst ist freiwillig, die Friedensdienstleistenden werden angemessen – angemessen! – entlohnt, eine gleichmässige Vertretung beider Geschlechter wird angestrebt, die Ausbildung ist für alle – ich habe das richtig gelesen, für alle! – in der Schweiz wohnhaften Personen kostenlos und wird mit öffentlichen Mitteln finanziert. Meiner Ansicht nach ist das ein Fass ohne Boden.

Denken wir nur an die Hunderttausende aus Konfliktgebieten, die in unserem Land wohnen. Nicht leicht wäre auch die Organisation zu bewerkstelligen. So einfach wie das Frau Fehr Jacqueline sieht, an der Mittelschule die Leute auszubilden, sehe ich das nicht. Diese sind sonst schon überlastet. Unabhängig zu sein, eine geschlechtsspezifische Vertretung anzustreben usw., das ist eine schwierige Aufgabe.

Bei fast allen dieser gleich lautenden Initiativen ist eine Schwächung der Armee festzustellen.

Wir brauchen uns aber nicht zu verstecken. Wir betreiben schon Entwicklungszusammenarbeit, wir betreiben humanitäre Hilfe und sind stark in der internationalen Zusammenarbeit engagiert, wir haben zivile Friedensexperten beiderlei Geschlechts.

Die Gründe zur Ablehnung eines Gegenvorschlages: Der Staat muss ohne Kontrollmöglichkeit zahlen. Organisationen wie die Rettungskette Schweiz und das Katastrophenhilfekorps können auch ohne diese Initiative gestärkt werden. Unsere Armee leistet weltweit in verschiedenen Formen sehr gute Arbeit. Wir müssen Bestehendes verstärken und nicht schwächen. Sie können dann den Beweis erbringen, wenn es um die Mittel für die Armee geht. Das wird ja beim Budget der Fall sein. Wir wollen unsere Mittel stärken und nicht mit Ausgaben für neue Organisationen schwächen.

Ich bitte Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Rossini Stéphane (S, VS): Contrairement aux dangers invisibles et fort aléatoires qui ont été brandis lors de nos récents débats sur l'armée, cette initiative en faveur d'un service civil volontaire pour la paix nous permet d'appréhender très concrètement et de manière dynamique notre politique de sécurité et, surtout, notre volonté, affirmée à maintes reprises dans ce Parlement, d'un engagement effectif en faveur de la paix.

Nous pouvons aussi et d'emblée manifester notre étonnement devant le peu de soutien effectif, au-delà de la sympathie que cette initiative semble susciter, à en juger par la position du Conseil fédéral et le vote de la commission, alors même que ceux qui s'y opposent nous ont vanté la nécessité pour la Suisse d'avoir des actions concrètes en matière de solidarité internationale en faveur de la paix. Certes, quand on est responsable d'une armée, des soldats sont toujours préférables à des civilistes. Il n'empêche qu'une politique d'engagement pour la paix crédible et efficace se doit désormais d'entrer dans une autre logique dynamique, moderne, constructive, respectueuse des aspirations de la population consciente de l'évolution de l'environnement géopolitique et socioéconomique à l'intérieur duquel elle est amenée à prendre place et à se développer.

Que demandent les auteurs de l'initiative et ses signataires? Une véritable politique, une politique active en faveur de la paix, une politique de la paix qui ne soit pas pieds et poings liés à notre armée, une politique de la paix structurée, avec des objectifs et des moyens au service de la prévention des situations de violence, de la résolution pacifique des conflits, de la reconstruction sociale. Attention, ce ne sont pas de simples utopies! Il s'agit bel et bien d'une approche complémentaire d'une politique globale et cohérente de sécurité. Pour y parvenir, une approche nouvelle doit être mise en oeuvre par des personnes compétentes, motivées, dûment formées au même titre que d'autres conçoivent l'armée.

Or, entrer pleinement dans une telle démarche est illusoire, dans l'esprit du service civil actuel. On ne peut fonder cette action ambitieuse sur des personnes qui ont «à rendre cré- dible un conflit de conscience» et qu'on considère d'abord

comme étant au purgatoire de l'armée. Non, le service civil n'est pas le pardon inhérent au refus d'une logique de guerre. Le service civil est un choix de participer et de s'engager pour la solidarité nationale et internationale par une contribution spécifique et constructive.

Dans cette perspective, l'on doit considérer que l'existant n'est qu'une demi-mesure inscrite dans la prédominance du courant de l'objection de conscience, passant par l'évaluation de la conscience par des commissions ad hoc, sortes d'instruments au service de la dépenalisation. On ne saurait se satisfaire d'une vision aussi étriquée, restrictive et dépassée; on ne saurait se satisfaire de pratiques parfois humiliantes pour la personne soumise au verdict de celles et ceux qui la jugent purement et simplement.

Pour ces raisons, il importe d'être cohérent. Assumons notre volonté d'engagement en faveur de la paix sans détour et surtout sans interprétation abusive du texte de l'initiative. Qu'il s'agisse du Conseil fédéral ou de la majorité de la commission, on joue quelque peu sur les mots; on se contente d'une analyse de texte pointilleuse, éludant malheureusement les vraies questions et les vrais enjeux. Cette partie de cache-cache politique est sans relation avec les véritables objectifs de l'initiative qui se veulent ambitieux, inscrits dans un esprit d'ouverture et de solidarité. Une politique de sécurité doit par conséquent concrétiser ces valeurs par des actes.

Soutenons ainsi cette initiative pour aller dans ce sens.

Zäch Guido (C, AG): Die Idee eines zivilen Friedensdienstes ist nicht neu. Über zwanzig private Organisationen und Stiftungen bieten breit gefächerte Programme an. Insbesondere Jugendliche sollen damit angesprochen werden. Die Einsätze haben ganz andere Ziele als staatliches Friedensengagement und vom Staat organisierte und bezahlte Friedensarbeit. Freiwillige Einsätze sind konkreter Austausch auf meist einfachem technischem Niveau und von relativ kurzer Dauer. Es geht um konkrete Mitarbeit als Hilfskraft. Die Organisationen werben sogar damit, dass keine speziellen Kenntnisse nötig seien. Diese Arbeit soll weiterhin der Privatinitiative vorbehalten bleiben.

Ganz anders die staatliche und die vom Staat mitgetragene Entwicklungs- und Friedensarbeit. Sie besteht aus Einsätzen, in denen kompetente Spezialisten und Personen, die intensiv vorbereitet worden sind, ihre Kenntnisse für ein konkretes Projekt einsetzen. Effizienz-, Kosten- und Projektmanagement spielen dabei eine grosse Rolle. Dementsprechend hoch sind die Anforderungen an die Beteiligten und die Kosten solcher Einsätze.

Diese Arbeit soll auch weiterhin eine wichtige Aufgabe unseres Landes bleiben. Eine Vermischung dieser verschiedenen Dienstleistungsarten, wie sie die Initiative vorschlägt, ist nicht zweckmässig. Es ist nicht richtig, vom Staat finanzielle Unterstützung zu fordern, wenn der eigentliche Einsatz zwar konkrete Hilfe leistet, aber genauso gut von Personen vor Ort ausgeführt werden könnte. Zudem muss die Gewähr bestehen, dass der Staat als Finanzierer eine konkrete und direkte Mitsprache bei der Auswahl der auszuführenden Einsätze hat. Das vorgesehene Leitungsgremium vermag diesbezüglich nicht zu überzeugen.

Eine Dienstleistung im Interesse des Gemeinwohls macht aber durchaus Sinn. In der vergangenen Sondersession habe ich eine Motion eingereicht (01.3263), die alle Männer, die nicht für die Armee oder den Bevölkerungsschutz benötigt werden, zu einem Sozialjahr verpflichtet. Damit kann der Tendenz zu mehr dienstuntauglichen Personen entgegenge wirkt werden. Es ist sinnvoll, wenn unsere Bürger die staatliche Gemeinschaft nicht nur mit Steuern, sondern auch mit persönlichem Engagement unterstützen.

In meinem Vorschlag ist eine organisierte und intensive Ausbildung vor dem eigentlichen Einsatz vorgesehen, die für Dienstleistende eine grosse Chance sein kann. Einsatzgebiete wären z. B. die Landwirtschaft, die Landschaftspflege oder die Sozialdienste, vor allem aber die Pflege von Kranken, Betagten und Behinderten. Diese Motion ist offen for-

muliert. Auch das Anliegen der Initianten würde darin Platz finden. Frauen soll eine freiwillige Dienstleistung offen stehen.

Ich bitte Sie, die Volksinitiative «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst» zur Ablehnung zu empfehlen. Sie ist einseitig auf eine spezifische Art der Dienstleistung ausgerichtet, sie stellt den zivilen Ersatzdienst infrage, indem sie eine Anrechnung der Tage ermöglichen würde, und sie konkurrenziert hochprofessionelles, nachhaltiges staatliches Engagement.

Lalive d'Epinay Maya (R, SZ): Wer kann und will schon gegen den Frieden sein? Wer kann und will also folgerichtig gegen einen freiwilligen zivilen Friedensdienst sein? Wohl kaum jemand. Dennoch wird die vorliegende Initiative – und zwar nicht nur von rechts, sondern auch von links, wie man beispielsweise den Protokollen der SiK entnehmen kann – wohl nicht in der grundsätzlichen Zielrichtung, aber beispielsweise aus initiativtechnischen Gründen oder in Bezug auf ihre Umsetzungsfähigkeit oder aus Gründen der Rechtsgleichheit kritisiert. Meines Erachtens zu Recht.

Die Initianten nehmen sich mit ihrem Vorhaben der schweizerischen Sicherheitspolitik an. Gut so, das ist wichtig. Aber gerade deshalb gilt es vorerst auch zu prüfen, ob überhaupt entsprechender sicherheitspolitischer Bedarf besteht. Wir müssen uns also zuerst fragen, ob die Ziele unserer Sicherheitspolitik oder unsere die Sicherheit gewährleistenden Einrichtungen in irgendeiner Form nicht zu genügen vermögen und deshalb zu ergänzen wären. Genau in dieser Frage rennt die Initiative offene Türen ein. Was auf den ersten Blick überzeugend wirkt und süffig wie Wein den Hals hinunterrinnt, ist auf den zweiten Blick zum grossen Teil bereits überholt.

Wer sich heute friedenspolitisch engagieren will, hat in der Schweiz von offizieller wie von privater Seite her zahlreiche Ausbildungs-, Einsatz- und Betätigungsmöglichkeiten. Friedenssicherung ist von den Sicherheitsverantwortlichen dieses Landes längst als ein bedeutender Faktor erkannt worden. Wer den Sicherheitspolitischen Bericht 2000 liest – Sie haben in zustimmendem Sinne davon Kenntnis genommen –, oder wer den Aussenpolitischen Bericht studiert, den wir unlängst besprochen haben, erkennt rasch, dass die Förderung von Frieden und Sicherheit eines der Hauptziele der schweizerischen Sicherheits- und Aussenpolitik ist.

Was die Einrichtungen betrifft, so steht die militärische und zivile Pflichtdienstleistung unseres Landes bekanntlich auf drei Beinen – ordentlicher Militärdienst und als Alternative ziviler Ersatzdienst sowie Bevölkerungsschutz. Schon heute werden diese Pflichtdienstleistungen durch ein vielfältiges und umsichtig aufeinander abgestimmtes Instrumentarium an militärischen wie zivilen Mitteln ergänzt, mit dem sich die Schweiz – durchaus auch zum eigenen Vorteil – um den Weltfrieden bemüht.

Sie können diesen Katalog der verschiedenen Mittel unter anderem in der bundesrätlichen Botschaft zur Initiative nachlesen. Er erstreckt sich von der Entwicklungszusammenarbeit über die humanitäre Hilfe bis zu friedenssichernden Einsätzen der Armee. Dazu kommt neuerdings das Kompetenzzentrum für Friedenssicherung, das primär präventiven Charakter hat, beispielsweise in Bezug auf Konfliktstrategieentwicklung. Dazu gehört auch der Schweizerische Expertenpool für zivile Friedensförderung, eine Personalreserve, die nach dem Milizprinzip rasch und gezielt im Rahmen von OSZE- oder Uno-Mandaten für internationale friedenserhaltende, friedenssichernde oder friedensunterstützende Aktionen eingesetzt werden kann. Das heisst, eine weitere Dienstpflicht – eine Pflicht müsste es schon allein aufgrund der Rechtsgleichheit sein – drängt sich nicht auf.

In diesem Punkt möchte ich den Bundesrat besonders unterstützen, aber auch ergänzen: Die eigentliche Schwachstelle der Initiative besteht nicht im Umstand, dass das, was sie letztlich fordert – die vermehrte friedenssichernde Teilnahme der Schweiz in Konfliktsituationen, respektive die

Beschäftigung mit präventiven Konfliktstrategien –, bereits getan und auch laufend ausgebaut wird. Schwach an der Initiative ist vor allem, dass das von ihr vorgeschlagene Vorgehen nicht der richtige Weg wäre. Ein Beispiel nur – es wurde bereits erwähnt:

Die Vorstellung der Initianten, dass anstelle von geschulten und spezialisierten Einsatzkräften mit entsprechender Erfahrung mehr oder weniger ad hoc zusammengestellte Truppen von Leuten, die «Wissen und Praktiken gewaltfreier Konfliktbearbeitung vermittelt» bekommen haben, in Krisenherde entsandt werden können, ist ein bisschen naiv. Ganz zu schweigen davon, dass damit auch Doppelspurigkeiten verbunden sind. Nicht umsonst betonen zivile wie auch militärische Personen, die bereits in diesem Bereich tätig waren, dass die Ausübung solcher Engagements höchste Professionalität und auch eine gewisse Lebenserfahrung voraussetzt. Genau über diese Professionalität verfügen beispielsweise der Expertenpool oder auch die von den NGO eingesetzten Personen.

Es ist auch interessant, dass die Initianten dann im Ernstfall effektiv mit etwa 100 Personen rechnen, die eingesetzt würden, von etwa 1500, die diese Ausbildung beanspruchen würden. Das heisst, die Quote der Leute, die effektiv von der Professionalität her eingesetzt werden könnten sowie auch effektiv vom Bedürfnis her wollten und eingesetzt würden, entspricht just der Anzahl Personen, die im Moment in etwa den Expertenpool ausmachen.

Doch neben der rechtlichen und praktischen Beurteilung verlangt die Initiative auch eine politische Durchleuchtung, und das haben sich die Initianten selber zu verdanken. Denn wenn die Absenderschaft der Initiative die GSoA ist, die mit den Unterschriften für diese Initiative gleichzeitig für eine Initiative zur Abschaffung der Armee Unterschriften gesammelt hat, ist das wohl nicht ganz zufällig – und wenn, war es in jedem Fall nicht sehr geschickt.

Ist der freiwillige zivile Friedensdienst eventuell als Ersatz für den Militärdienst gedacht? Oder sollen in Anlehnung an den 10. Juni 2001 bewaffnete friedensunterstützende Einsätze verunmöglicht werden?

Wir sind in der Schweiz auf dem richtigen Weg, denke ich. Jüngste Meilensteine sind die Abstimmung vom 10. Juni 2001, das Kompetenzzentrum, der Expertenpool, die Prüfung des Bundesgesetzes über die internationale Friedenspolitik und das Postulat, das eingereicht wurde und über das noch abzustimmen ist.

Wer, durchaus zu Recht – da gehe ich mit den Initianten grundsätzlich einig –, eine grundsätzliche Ausbildung für alle im präventiven Verhalten in Konfliktsituationen fordert, soll dies tun, aber nicht als Teil der Sicherheitspolitik, sondern als Teil der Grundausbildung, im schulischen Alltag beispielsweise oder am Arbeitsplatz. Auch Konflikterfahrung und -beilegung beginnen im Kleinen, wenn sie im Grossen wachsen sollen. Das ist weder eine Frage der Sicherheitspolitik noch eine Frage der Aussenpolitik, sondern das ist eine Frage der Gesellschaftspolitik.

Ich empfehle Ihnen deshalb, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen und das Postulat zu überweisen.

Fässler Hildegard (S, SG): Herr Keller hat vorhin gesagt: «Einer spricht, und keiner hört zu.» Man könnte das weiterführen: Eine Gruppierung schreibt, und nur wenige lesen das Geschriebene. Diese Initiative enthält eine Forderung, die mir sehr gut gefällt. Es ist das Angebot einer Grundausbildung, welche das Wissen und die Praktiken zur gewaltfreien Konfliktbearbeitung vermittelt und für alle Menschen in unserem Land kostenlos zugänglich sein soll.

In den Schulen unseres Landes sind in den letzten Jahren viele Änderungen und Reformen vorgenommen worden. Werte wurden neu diskutiert, Lehrpläne umgestaltet und neue Unterrichtsformen fanden Aufnahme ins Lehrrepertoire. Unbestritten sind heute die folgenden Bildungsziele: Förderung der Selbstkompetenz, der Sozialkompetenz und der Sachkompetenz. Es geht also längst nicht mehr nur darum, Wissen und Können zu erwerben, sondern auch um

einen guten, selbstbewussten und solidarischen Umgang mit sich selbst und mit anderen.

Im Berufsleben werden dieselben Kompetenzen gefordert. Es werden Kurse angeboten und auch verordnet, die zur Teamfähigkeit, zum guten Umgang mit Konflikten und Ähnlichem mehr befähigen sollen. Ich denke da zum Beispiel an Kurse zum Thema «non-violent communication», also zum Thema gewaltfreie Kommunikation. Es gibt Organisationen, welche auf die Vermittlung von Wissen und Können zur gewaltfreien Konfliktlösung spezialisiert sind. Die Schule kann das nicht oder nur beschränkt tun, da gebe ich Herrn Keller Recht. Sie ist schon mit vielen Aufgaben belastet. Ihr Angebot würde auch nicht ausreichen, denn auch für den Umgang mit Konfliktlösungsstrategien und -techniken ist lebenslanges Lernen gefragt. Ein breit gestreutes Grundausbildungsangebot erscheint mir sinn- und wirkungsvoll, auch zur Vermeidung von Gewaltausbrüchen in der Schweiz, beispielsweise an Orten wie auf Schulplätzen, bei Demonstrationen oder Sportgrossanlässen.

Es ist nicht einfach, Konflikte gewaltfrei zu lösen. Kaum jemandem fallen dazu wirkungsvolle Strategien einfach so in den Schooss. Es braucht dazu geführte Anleitungen. Wenn möglichst viele Menschen hierin ihre Sozial- und Selbstkompetenz verbessern können, ist das eine Investition mit grosser Rendite. Nutzen wir mit der Unterstützung der Initiative diese Chance.

Im Vorfeld zur Abstimmung vom 10. Juni 2001 wurde diese Initiative in der lateinischen Schweiz fast überall und immer wieder als eigentlicher Gegenvorschlag zur Militärgesetzvorlage erwähnt und gehandelt. Es scheint also so zu sein, dass in der lateinischen Schweiz mit dem Nein zur Militärgesetzvorlage bereits ein Ja zu dieser Initiative ausgesprochen wurde. Ich möchte Sie deshalb daran erinnern, dass jetzt mindestens die Vertreterinnen und Vertreter der lateinischen Schweiz die Gelegenheit haben, zu dem zu stehen, was im Vorfeld zum 10. Juni 2001 in ihren Regionen versprochen wurde.

Unterstützen Sie die Initiative.

Freund Jakob (V, AR): Ich möchte Ihnen nur zwei von mehreren Punkten nennen, die für die Ablehnung der vorliegenden Initiative sprechen. Der erste betrifft die Grundausbildung für die gewaltfreie Konfliktbewältigung, und der zweite die Anforderung an Friedensdienst Leistende im Ausland.

1. Nach Aussagen der Initianten in der Sicherheitspolitischen Kommission besteht in unserer Gesellschaft Handlungsbedarf im Bereich der zivilen Friedensförderung. Es sei wichtig zu lernen, wie wir mit Konflikten umgehen sollen. Dies gelte vorerst im gesellschaftlichen Nahbereich – in der Schule, in der Freizeit, im Vereinsleben, im Arbeitsleben, in der Beziehung usw. Diese Grundausbildung soll breit angelegt sein und allen in der Schweiz lebenden Personen unentgeltlich zugänglich gemacht werden.

Das Grundziel, auch im zivilen Bereich mit Konflikten gut umzugehen, finde ich sehr erstrebenswert. Es ist aber ein falscher Ansatz, wenn man erst im Erwachsenenalter – und erst noch auf Kosten des Staates – den Umgang mit anderen und die gewaltfreie Konfliktbearbeitung erlernen will. Man braucht kein Prophet zu sein, um vorauszusagen, dass dabei dem Staat unermessliche Kosten entstehen werden und die Juristen und Gerichte trotzdem nicht arbeitslos werden.

Die natürlichste, wirkungsvollste und günstigste Lösung für dieses Problem liegt in den beiden leicht abgewandelten Sprichwörtern: «In der Familie muss beginnen, was leuchten soll im Vaterland» und «Was Hänschen nicht lernt, lernt Hans – wenn überhaupt – nur noch mit grossem Aufwand.» Diese Lebensweisheiten brauchen keinen Eintrag in der Bundesverfassung.

2. Zu den Anforderungen an Friedensdienst leistende Personen im Ausland: Die Initiative sieht vor, dass vor allem jene Personen zivilen Friedensdienst leisten können, die der Gesellschaft anders als durch Militärdienst dienen möchten. Das führt bei Friedenseinsätzen im Ausland unweigerlich zu

Schwierigkeiten. Die Schweiz kann es sich nicht leisten, Personal im Ausland einzusetzen, das nicht den hohen Anforderungen entspricht, wie sie beim Einsatz im Schweizerischen Katastrophenhilfekorps gefordert werden.

Schon in seiner Antwort auf die Motion Mugny 00.3241, «Schaffung eines zivilen Katastrophenhilfekorps», weist der Bundesrat darauf hin, dass sich die Hilfeleistungen der humanitären Hilfe des Bundes und des SKH nach den Bedürfnissen im Einsatzland richten, gezielt und kurzfristig erfolgen und in hoher Professionalität wie in Respektierung der lokalen Gegebenheiten und unter Miteinbezug der einheimischen Bevölkerung durchgeführt werden müssen.

Entsprechend erfolgt die Bewerbung für das Schweizerische Katastrophenhilfekorps zwar freiwillig, die Aufnahme ist jedoch das Ergebnis eines strengen Selektionsverfahrens, das nicht nur berufliche, sondern auch persönliche Qualifikationen umfasst. Es braucht Personen, die sich in eine klare Hierarchie einfügen können, Sozialkompetenz bewiesen haben, fachlich und sprachlich überdurchschnittlich kompetent sind und Auslandserfahrung mitbringen. Antimilitarismus allein genügt nicht, um für den Friedensdienst im Ausland eingesetzt werden zu können.

Darum beantrage ich Ihnen, die vorliegende Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Wittenwiler Milli (R, SG): Mit dem Einreichen der beiden Volksinitiativen «für eine glaubwürdige Sicherheitspolitik und eine Schweiz ohne Armee» und «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst» konnte sich die junge Garde der Gruppe für eine Schweiz ohne Armee in Szene setzen. Die Gründerväter der Armeeabschafferinnen und Armeeabschaffer warnten sie vergeblich vor einer Neuinszenierung der Armeeabschaffungs-Initiative. Laut der «Neuen Zürcher Zeitung» wurde ihnen sogar vorgeworfen, sie betrieben mit ihren Meinungen eine Mythologisierung des eigenen Erfolgs von 1989. Nun: Wer nicht hören will, muss bekanntlich fühlen.

Ich bitte Sie, die Initiative ohne Gegenvorschlag abzulehnen. Entsprach die Forderung nach Abschaffung der Schweizer Armee schon im Kalten Krieg nicht den weltpolitischen Realitäten, so liegt sie heute völlig quer in der Landschaft; darüber kann auch die von der GSoA geschickt konstruierte Verquickung der Abschaffung der Armee mit der Bildung eines zivilen Friedensdienstes nicht hinwegtäuschen. Denn ohne ausreichende Militärpräsenz ist es auch im Fall humanitärer Katastrophen oft gar nicht möglich, überhaupt zivile Hilfe zu leisten. Bei unserem Besuch der Swisscoy-Soldaten in Kosovo wurde mir klar: Die Kfor ist der einzige Garant, dass wirtschaftlich etwas geschehen und aufgebaut werden kann, um das menschliche Elend vor Ort zu lindern.

Aber auch auf dem innenpolitischen Feld ist die Entwicklung anders verlaufen, als die Exponenten der GSoA dies wahrhaben möchten. Seit der Ablehnung der ersten Armeeabschaffungs-Initiative steht die Armee bereits vor einem zweiten Reformprozess. Auch die Sicherheitspolitik der Schweiz ist seit 1989 bereits zum zweiten Mal neu formuliert worden. Wenn auch das Leitbild der «Armee XXI» erst in der Vernehmlassung ist, so wissen wir doch, dass in unserer Armee, der Schweizer Armee der Zukunft, ein tiefgreifender Umbau des Wehrwesens in Angriff genommen wird. Im 21. Jahrhundert soll die Armee in der Lage sein, zur Sicherheit unseres Landes und zur Stabilität des strategischen Umfeldes einen wesentlichen Beitrag zu leisten. Parallel zur Armeereform wird im Rahmen des Projektes «Bevölkerungsschutz» die zivile Zusammenarbeit bei Katastrophen und Notlagen bearbeitet. Das Projekt «Überprüfung des Systems der inneren Sicherheit» verläuft ebenfalls parallel zur Armeereform und in Abstimmung mit ihr, wird aber später abgeschlossen.

In Artikel 58 der Bundesverfassung steht unter anderem: «Die Schweiz hat eine Armee.» Es ist bereits heute gewährleistet, dass Personen, die den obligatorischen Militärdienst mit ihrem Gewissen nicht vereinbaren können, Zivildienst leisten können und somit die Möglichkeit haben, auf Gebie-

ten tätig zu sein, die den Förderungsbereichen der ZFD-Initiative entsprechen. Dass dafür in Zukunft genügend Mittel gesprochen werden, braucht den Initianten keine Sorge zu machen. Die beiden Militärvorlagen wurden am 10. Juni 2001 ja dank ihrer tatkräftigen Unterstützung und den fast unerschöpflichen finanziellen Mitteln der Gegner von ganz rechts so knapp angenommen.

Während der ganzen undemokratischen Diffamierungskampagne wurde das Hohelied der humanitären zivilen Friedenspolitik ja in den höchsten Tönen gejodelt. Verdiente Vorbilder und Vordenker unseres Staates wurden zuhauf zitiert, so z. B. auch Gottfried Keller. Dort ging es vor allem um das Gewehr, das unverrückt zwischen Bett und Schrank stehen bleiben müsse. Gottfried Keller schrieb: «Keine Regierung und keine Bataillone vermögen Recht und Freiheit zu schützen, wo der Bürger nicht imstande ist, selber vor die Haustür zu treten und nachzusehen, was es gibt.»

Ich meine, man müsste bei Gesetzesvorlagen wie bei Geschichten eine Gesamtübersicht präsentieren und nicht nur einzelne passende Punkte herauspicken. Gottfried Keller hat in «Das Fähnlein der sieben Aufrechten» eben auch noch gesagt: «Glücklicherweise gibt es bei uns keine ungeheuer reichen Leute, der Wohlstand ist ziemlich verteilt; lass aber einmal Kerle mit vielen Millionen entstehen, die politische Herrschaft besitzen, und du wirst sehen, was die für Unfug treiben!»

Ich bitte Sie, die Initiative ohne Gegenvorschlag zur Ablehnung zu empfehlen und die Aussagen von Gottfried Keller zu Herzen zu nehmen.

Janiak Claude (S, BL): Ich habe am 8. Juni 2001 in diesem Saal gegen die Initiative «für eine glaubwürdige Sicherheitspolitik und eine Schweiz ohne Armee» gestimmt. Ich gehöre zu denen, die sich im Abstimmungskampf für die bewaffneten Auslandseinsätze eingesetzt und sich am 10. Juni 2001 über das positive Ergebnis gefreut haben.

Es fällt mir nicht zuletzt deshalb leicht, mich für die Initiative für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst auszusprechen. Darin liegt kein Widerspruch. Diese Haltung entspricht nicht nur meiner Überzeugung, sondern sie ist konsequent, wenn man eine aktive Aussenpolitik der Schweiz befürwortet, die friedenserhaltenden Bemühungen hohe Priorität beimisst.

Ich erinnere mich all der Äusserungen im Abstimmungskampf, die ziviles Engagement für den Frieden gelobt und betont haben, wie wertvoll die Arbeit der vielen Nichtregierungsorganisationen sei. Ich erinnere mich an die Äusserungen, die betont haben, dass dieses Engagement dort, wo zwar kein Krieg herrscht, aber von erheblichen Spannungen auszugehen ist, notfalls auch des bewaffneten Schutzes bedarf. Davon war und bin ich überzeugt.

Unbestreitbar ist, dass die internationale Gemeinschaft in Konflikte eingreifen kann und soll, bevor sie zu Krisen oder kriegserischen Auseinandersetzungen führen.

In der Früherkennung von Konflikten und in der Vorbeugung gegen bewaffnete Auseinandersetzungen liegt die Stärke eines zivilen Friedensdienstes. Die Präsenz gut ausgebildeter neutraler Beobachterinnen und Beobachter erhöht den Spielraum für lokale Friedensbemühungen. Die Bedeutung, die dem zivilen Friedensdienst zukommt, kommt aber auch in Situationen zum Tragen, bei denen Konflikte ausgebrochen sind und Kriege stattgefunden haben.

Ich habe keine umfassende Kenntnis darüber, wer wo was leistet. Ich stütze mich auf Erfahrungen, die mir bekannte engagierte Friedensbewegte bei Einsätzen im ehemaligen Jugoslawien gemacht haben. Ich meine damit das Engagement der «Friedensbrücke Basel» in Kroatien und Serbien. Dieses Engagement ist ein Beweis für hartnäckige Arbeit im Alltag, bei der man sich durch Rückschläge nicht entmutigen lässt und Erfolge verzeichnen kann. Das mag oft nur im Kleinen möglich sein; der richtige und der einzige Erfolg versprechende Weg ist es allemal.

Es ist ja nicht so, dass die Schweiz bei der Friedensförderung nichts tun würde. Das im Frühjahr gegründete Kompetenzzentrum Friedensförderung ist ein Beispiel für das, was

getan wird. Dass das EDA dabei aktiv geworden ist, ist erfreulich. Unter Beteiligung seiner Politischen Abteilung, der Deza, der Schweizerischen Friedensstiftung und Vertreterinnen und Vertretern verschiedener Hilfswerke mit Verbindungen zu Friedensorganisationen ist das Kompetenzzentrum Friedensförderung entstanden, das bei der Friedensstiftung angesiedelt ist.

Weitere NGO sind eingeladen mitzuwirken.

Das EDA investiert 2,1 Millionen Franken für die ersten beiden Jahre. Insgesamt stehen ihm für friedensfördernde Aktivitäten jährlich rund 40 Millionen Franken zur Verfügung. Auch das VBS stellt Mittel zur Verfügung. Nach meinen Informationen sind das rund 60 Millionen Franken. Das klingt eindrücklich, das sind aber bezogen auf die Gesamtheit der Militärausgaben beinahe schon Peanuts, angesichts des weltweiten Bedarfs an Frieden förderndem Engagement sicher aber niemals ausreichend. Da sind nicht geringfügige Korrekturen gefragt, sondern es bedarf einer grundsätzlichen Neuausrichtung.

Die Volksinitiative ist nicht das Oeuvre weltfremder Idealisten, sondern sie wird von einer Anzahl von Organisationen getragen, die über einen Leistungsausweis in praktischer Arbeit verfügen. Ich zähle nur ein paar auf: Schweizerischer Friedensrat, Christlicher Friedensdienst, Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände, Schweizerisches Arbeiterhilfswerk, Terre des Hommes Schweiz und andere mehr.

Sie alle wollen die bereits heute bestehenden Bemühungen nicht konkurrenzieren, sondern unterstützen und ergänzen. Es soll kein neues Instrument geschaffen, sondern die Handlungsfähigkeit bestehender Akteure verbessert werden. Ich zitiere aus der Broschüre der Interessengemeinschaft ziviler Friedensdienst: «Zivile Konfliktbearbeitung muss sich auf staatliche Akteure, internationale Organisationen, Hilfswerke, Friedens- und Flüchtlingsgruppen abstützen können.»

Dieser Aussage kann nur beigepflichtet werden. Wer eine vermehrte Präsenz der Schweiz bei der Bewältigung von Konflikten wünscht und bereit ist, auf Worte Taten folgen zu lassen, kommt nicht darum herum, jetzt Farbe zu bekennen. Ohne wirksame Instrumente sind die gewaltfreie Beilegung drohender Feindseligkeiten bzw. die Friedenssicherung nach überwindenen Gewalttätigkeiten nicht möglich. Viele, die sich für die bewaffneten Auslandseinsätze als Teil eines solchen Engagements eingesetzt haben – dazu gehört beispielsweise die von mir erwähnte «Friedensbrücke Basel» –, befürworten deshalb diese Volksinitiative.

Ich bitte Sie, dies ebenfalls zu tun.

Hollenstein Pia (G, SG): Schon 1994 verlangte ich mit einem parlamentarischen Vorstoss (Postulat 94.3413) ein Leitbild für eine schweizerische Friedenspolitik. Der Bundesrat erachtete diese Forderung mit der Veröffentlichung seines sicherheitspolitischen Berichtes von 1990 und des Armeeleitbildes aber als erfüllt. Zwar wird die Friedensförderung als wichtiger Pfeiler genannt, aber praktisch ist bis heute nebst dem Beschluss, einen Expertenpool für die zivile Friedensförderung zu schaffen, ausser einer militärischen Ausrichtung der Friedenspolitik nicht viel geschehen. Die Einrichtung des genannten Expertenpools ist zwar sinnvoll, wird aber den viel weiter gehenden Bedürfnissen im gesellschaftlichen Bereich niemals gerecht.

Die heute zur Diskussion stehende Volksinitiative bietet Gelegenheit, mit der Friedenspolitik im zivilgesellschaftlichen Bereich Ernst zu machen. Die Initiative «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst» geht davon aus, dass es immer Konflikte geben wird. Sie will einen Beitrag dafür leisten, dass mit freiwilligen zivilen Friedenseinsätzen Konflikte vermehrt gewaltfrei und mit zivilen Mitteln ausgetragen werden.

Mit der Einführung eines freiwilligen zivilen Friedensdienstes haben wir eines von verschiedenen möglichen Modellen vor uns, wie sie auch in anderen europäischen Ländern zurzeit diskutiert werden. Seit Jahren machen Menschenrechts-

gruppen und andere Nichtregierungsorganisationen an Ort die Erfahrung, dass für das Gelingen von gewaltfreier Friedensarbeit die Präsenz und Solidarität von internationalen Freiwilligen sehr wichtig sind.

Die Internationalen Friedensbrigaden haben mit ihrer Präsenz in Konfliktgebieten eine jahrelange Erfahrung. Ihre Präsenz vor Ort hat schon manchen Ausbruch eines Konfliktes oder von Gewalttaten verhindern können. Vermittlungs- und Verhandlungsanstrengungen zwischen verfeindeten Konfliktparteien sind langwierige und schwierige Prozesse. Hier setzt die Idee des zivilen Friedensdienstes an.

Es geht aber nicht darum, bestehende zivile Organisationen zu konkurrenzieren oder in Konkurrenz zu diplomatischen so genannten Guten Diensten zu treten. Darum geht es nicht. Die Idee des zivilen Friedensdienstes kann hingegen eine wichtige Rolle in der Vor- und Nachbereitung von Mediation und Friedensschlüssen in Konfliktgebieten erfüllen. In der Umsetzung von diplomatisch ausgehandelten Vereinbarungen sind regierungsunabhängige, unparteiische zivilgesellschaftliche Organisationen gefordert. Dazu kann der zivile Friedensdienst einen sinnvollen Beitrag leisten.

Mit der Schaffung eines Pools von Freiwilligen können die zivilgesellschaftlichen Ressourcen besser als bisher genutzt werden. Es geht darum, Solidaritätsbewegungen und Friedensgruppen optimal zu unterstützen. Die Schaffung eines Pools Freiwilliger für die Friedensarbeit würde es ermöglichen, gut ausgebildete Leute auf Abruf zu haben und wo nötig ohne grosse Bürokratie Einsätze zu ermöglichen, die klar eine gewaltfreie Konfliktlösung anstreben. Selbstverständlich würde mit bestehenden Organisationen zusammengearbeitet. Dabei kommen alle Trägerorganisationen aus der Zivilgesellschaft mit einem Angebot an Dienstleistungen im Bereich der zivilen Konfliktbearbeitung infrage, wie etwa die Hilfswerke, das Forum für Friedenserziehung, die Internationalen Friedensbrigaden oder auch Universitätsprogramme.

Wichtig ist zu erwähnen, dass der Initiativtext friedens- und entwicklungspolitische Ansätze zulässt. Denn der Initiativtext beschränkt sich nicht auf friedenspolitische Aktivitäten im engeren Sinn. Deshalb haben auch die Hilfswerke Interesse an der Schaffung dieses zivilen Friedensdienstes. Mit diesem neuen freiwilligen Friedensdienst kommen wir einem echten Bedürfnis nach. Nicht nur, weil viele Jugendliche Interesse an einem Friedenseinsatz haben; sondern vor allem, weil der Entwicklungsausschuss der OECD in seinen Richtlinien über Konflikt, Frieden und Entwicklungszusammenarbeit schon 1997 auf die Dringlichkeit des Ausbaus der Friedensarbeit auf politisch-gesellschaftlicher und soziokultureller Ebene hingewiesen hat. Ebenso darauf hingewiesen hat der Uno-Generalsekretär in seinem «Report on the causes of conflict and the promotion of durable peace and sustainable development in Africa».

Den zivilen Konfliktlösungsmöglichkeiten muss in Zukunft viel mehr Bedeutung zugemessen werden. Freiwillige zivile Einsätze sind ziffig billiger als militärische Lösungsmöglichkeiten mit all ihren Folgen. Das heisst, mit demselben Geld kann viel mehr für den Frieden getan werden. Der Text der Initiative beschränkt sich nicht auf Auslandseinsätze – wie Sie argumentiert haben, Herr Freund. Die Verankerung des zivilen Friedensdienstes in der Bundesverfassung ermöglicht verschiedene Varianten zivilgesellschaftlicher Einsätze – auch im Inland. Von daher gibt es eigentlich keinen Grund für die SVP, diese Initiative abzulehnen.

Ich komme zum Schluss. An der Lösung gewaltfreier Konflikte hat zweifellos auch der Staat ein Interesse. Wenn dem so ist, muss er auch ein Interesse haben, Instrumente zu schaffen, mit denen das zivilgesellschaftliche Potenzial von Solidaritätsbewegungen und Friedensgruppen optimal genutzt werden kann. Der zivile Friedensdienst ist ein wichtiges Instrument, das erst noch nicht teuer ist.

Ich bitte Sie deshalb, die Initiative zur Annahme zu empfehlen und den Antrag der Kommissionsmehrheit abzulehnen.

Eberhard Toni (C, SZ): Selbstverständlich teile ich die Ziele der Initianten: Konflikte sind friedlich zu lösen. Ich unter-

stütze es, dass sich unser Land in der Friedensförderung und bei der friedlichen Konfliktbewältigung einsetzt. Diese Hilfsleistungen sollten aber durch eine gezielte und qualitativ hoch stehende Aktivität erreicht werden und nicht durch einen breiten Aktivismus.

Ich lehne diese Volksinitiative auch deshalb ab, weil sie zu Doppelspurigkeiten führt und ihre Kosten nicht abgeschätzt werden können.

Zuerst zu den Doppelspurigkeiten: Die Förderung von Frieden und Sicherheit ist ein sehr wichtiges Ziel der schweizerischen Aussen- und Sicherheitspolitik. Taugliche Grundlagen und die finanziellen Mittel wurden in den vergangenen Jahren vom Parlament geschaffen und auch vom Volk gutgeheissen.

Der Ausbildung und der Einsatzvorbereitung werden bereits heute eine besondere Beachtung geschenkt. Mit der Schaffung eines Expertenpools für ausgebildete Spezialisten wurde hier bereits die Voraussetzung dafür geschaffen, dass bei Bedarf qualifiziertes Personal rasch und gezielt auch für internationale Aktionen eingesetzt werden kann.

Die Volksinitiative verlangt aber nun, dass jede in der Schweiz wohnhafte Person kostenlos eine Grundausbildung im Friedensdienst verlangen kann. Diese soll in Zusammenarbeit mit staatlichen Institutionen, Nichtregierungsorganisationen (NGO) und Privaten das Wissen und die Praxis der gewaltfreien Konfliktbearbeitung vermitteln. Diese sehr offene Formulierung führt zu Doppelspurigkeiten in der Ausbildung, weil sich jedermann in diesem Feld betätigen kann. Sie führt zu einem quantitativen Ausbau der Friedensförderung; darunter würde aber zweifellos die Qualität leiden. Doppelspurigkeiten würden auch bei den Einsätzen entstehen, wenn die Initiative angenommen würde.

Die Initiative verlangt, dass der Friedensdienst auf Anfrage von NGO, staatlichen Institutionen und internationalen Organisationen unbewaffnete Friedenseinsätze organisiert. Es wird nicht gesagt, ob diese Einsätze mit der aktuellen Aussen- und Sicherheitspolitik übereinstimmen müssen. Es wird auch nicht gesagt, wer diese Einsätze koordiniert, wenn mehrere Organisationen tätig sind. Das führt nebst den Doppelspurigkeiten zu unkoordinierten Friedenseinsätzen und würde sich negativ auf die bewährte internationale Zusammenarbeit der Schweiz auswirken.

All diese Aktivitäten müssten mit öffentlichen Mitteln finanziert werden; so verlangt es die Volksinitiative. Diese erlaubt es also nicht, die Kostenfolgen abzuschätzen oder im Griff zu behalten. Die sehr breit angelegte kostenlose Grundausbildung für jedermann sowie die unkoordinierten Einsätze hätten somit meines Erachtens Kosten in unbekannter Höhe zur Folge.

Aus diesen Gründen empfehle ich, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Müller-Hemmi Vreni (S, ZH): Am 12. Juli findet in Zürich auf dem Bürkliplatz ein Benefizkonzert zugunsten eines Friedensprojektes in der Gemeinde Vushtri in Kosovo statt. Veranstalter sind junge, politisch aktive Leute, die sich in einem Verein organisiert haben, die sich für die Anliegen von Minderheiten, für eine solidarische Asyl- und Flüchtlingspolitik einsetzen. Dazu gehört auch das Friedensjugendprojekt in Vushtri unter dem Kürzel «Kids». Vushtri liegt zwischen der Hauptstadt Prishtina und der geteilten Stadt Mitrovica. Die Kleinstadt zählt gemäss internationalen Untersuchungen zu den Orten mit den schlimmsten Kriegsschäden. Zerstört wurden nicht nur Häuser, sondern vor allem gesellschaftliche Zusammenhänge, Familien, Menschen.

Seit Mitte April dieses Jahres läuft in Vushtri das Freiwilligenprojekt von Service Civil International und der GSoA. Ziel ist, der kriegsversehrten Bevölkerung in Vushtri zu helfen, einen Weg aus der Traumatisierung in die gesellschaftliche Normalität zu finden. Im Rahmen der Projektarbeit wird ein Begegnungsort für Kinder und Jugendliche geschaffen, um so auch allein erziehende Mütter zu entlasten. Bis heute gibt es in Vushtri nichts dergleichen. Dieses Projekt gibt Schweizerinnen und Schweizern die Möglichkeit, mit ihrem

freiwilligen und zivilen Engagement einen konkreten Beitrag zu gesellschaftlichem Wiederaufbau und Frieden zu leisten. Aktuell haben sich drei Freiwillige für vier Monate verpflichtet; das nächste Team steht bereit.

Service Civil International ist als internationale Friedensorganisation für die Realisierung verantwortlich, die GSoA beteiligt sich, verschiedene Hilfswerke und Organisationen der Interessengemeinschaft Ziviler Friedensdienst unterstützen das Projekt finanziell. Auch die Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände ist mit einem Projektbeitrag dabei.

Ich kenne aus meinem Balkan-Engagement inzwischen viele junge und ältere Schweizerinnen und Schweizer, die freiwillig einen professionellen zivilen Einsatz im Rahmen eines Friedenswiederaufbau-Projektes leisten oder leisteten. «Kids», das Projekt in Vushtri, ist ein Beispiel dafür. Dass nächstens via Benefizkonzert an bester Lage in Zürich dafür sensibilisiert und Geld gesammelt wird, beweist: In unserem Land ist dafür speziell ein Potenzial bei jüngeren Leuten vorhanden.

Deswegen frage ich: Was kann der Schweiz, die sich unter dem Titel «Aktiv sein und Flagge zeigen» für eine profilierte Friedenspolitik stark macht, Besseres passieren, als junge Menschen parat zu haben, die diesen Slogan konkret in die Tat umsetzen wollen? Was gibt es Besseres für die Schweiz, als dieses Potenzial durch Förderung und Aufbau eines zivilen Friedensdienstes gezielter zu nutzen und zu erweitern? Was gibt es für einen besseren initiativen Schritt für die humanitäre Schweiz, als sich mit einem institutionalisierten zivilen Friedensdienst in das entstehende europäische Netzwerk einzuklinken?

Sowohl auf Länderebene wie in der EU-Kommission und im Europarat wird das Projekt ziviler Friedensdienst heute als ein konkretes Instrument von Konfliktprävention und zivilen Massnahmen ernsthaft angegangen, so zum Beispiel in Deutschland, wo dieser zivile Friedensdienst heute Teil des Regierungsprogramms ist, wo Landeskirchen und Hilfswerke zur Ausgestaltung und Umsetzung wesentlich beigetragen haben und wo in den letzten beiden Jahren gegen 300 Friedensfachkräfte für internationale Einsätze ausgebildet worden sind.

Herr Bundesrat Schmid: Schweizerische Friedensarbeit, schweizerisches Aktivsein und Flagge-Zeigen stützen sich auf verschiedene Säulen. Gerade deshalb, weil ich am 10. Juni überzeugt Ja zur Beteiligung bewaffneter Schweizer Truppen an friedensunterstützenden Einsätzen gesagt habe, und gerade auch, weil ich mich stark für ein Ja zum Uno-Beitritt engagieren werde, will ich, dass die eigenen zivilen, schweizerischen Friedensinstrumente durch einen staatlich geförderten zivilen Friedensdienst ergänzt werden.

Deshalb sage ich jetzt auch überzeugt Ja zur Initiative «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst».

Gross Andreas (S, ZH): Ich habe allen – vor allem auch den bürgerlichen – Kolleginnen und Kollegen genau zugehört und vorher schon die Debatte im Ständerat genau verfolgt. Ich muss sagen: Ich komme zum Schluss, dass wir nach meinem Eindruck eine enorme Chance verpassen. Ich bedaure, dass wir immer noch in einer Zeit leben, wo der Inhalt eines politischen Vorstosses bereits erledigt ist, wenn er den falschen Absender oder einen Absender hat, der vielen nicht passt.

Sie sind sich offenbar nicht bewusst, dass diese Volksinitiative auch mit einer völlig anderen Position zur Armee kompatibel ist. Diese Initiative allein führt nicht zur Abschaffung oder auch nur zur Infragestellung der Armee. Selbstverständlich sind jene, die sie lanciert haben, der Meinung, es brauche keine oder zumindest weniger Armee. Aber selbst wenn man diese Prämisse nicht teilt, kann man dieser Initiative zustimmen, bzw. man hätte sie mit einem Gegenvorschlag präziser in das allgemeine sicherheitspolitische Konzept einpassen können. Die Grundidee hätte man aufnehmen können. Denn wir verpassen hier eine enorme

Chance, wenn wir nicht sehen, dass diese Initiative ein Symbol für die Tatsache ist, dass es in unserem Land Zehntausende von jungen Leuten gibt, die bereit wären, sich auf freiwilliger Basis im Ausland für die Interessen auch schweizerischer Friedens- und Sicherheitspolitik zu engagieren, einfach in einem nichtmilitärischen Zusammenhang und konzentriert auf Prävention und Nachbearbeitung in Konfliktsfällen.

Sie wissen ganz genau, dass uns das immer wieder passiert: Wir werfen Jugendlichen z. B. oft vor, sie würden sich zu wenig um die Gesellschaft kümmern. Hier haben Sie aber einen Ausdruck dessen, dass sie sich darum kümmern wollen. Wieso nehmen Sie diesen Ball nicht auf und versuchen, ihn so ins Tor zu schiessen, wie es Ihnen vielleicht eher passt, also mit einem Gegenvorschlag?

Ich möchte die Vertreter der Kommission und den Bundesrat ganz konkret fragen: Weshalb hat man sich nicht darum bemüht, einen Gegenvorschlag auszuarbeiten? Ich habe den Eindruck, viele von Ihnen sehen sich so sehr im Nebel des Schlachtgetümmels – um es in dieser Sprache auszudrücken –, dass sie das Wesentliche nicht mehr sehen, den Puck nicht mehr checken.

Wir leben in einem Land, in einer Situation, die voller Misstrauen ist. Viele befinden sich im Getümmel und drohen meines Erachtens in diesem Staub und diesem Getümmel zu ersticken. Sollten wir als Parlamentarier nicht die Kraft, die Gelassenheit und vielleicht auch die Klugheit haben, die Nase etwas von der Scheibe zu nehmen und zu versuchen, das Ganze zu sehen, das Wesentliche auch in einem schwierigen Zusammenhang herauszuschälen und etwas daraus zu machen, was vielleicht eher passt? Es ginge darum, die Grundidee, das sehr gute Grundanliegen, aufzunehmen und so «umzutopfen», dass es Ihnen vielleicht besser gefällt.

Herr Eggly, wenn ich Ihnen vorwerfen würde, Sie seien ein Liberaler, wäre das unglaublich. Wir müssen uns doch nicht unsere tiefsten Überzeugungen vorwerfen, sondern unsere Kunst ist es, ein Anliegen ernst zu nehmen – auch wenn wir mit diesen tiefsten Überzeugungen nicht einverstanden sind – und so umzugestalten, dass es mit verschiedenen Voraussetzungen vielleicht eher kompatibel ist als eine Initiative, wie sie hier beispielsweise formuliert ist.

Die Länge des Initiativtextes und der Detaillierungsgrad sind ja gerade Ausdruck des Misstrauens, das auch viele Bürger gegenüber unserem Parlament haben. Diese Volksinitiative z. B. ist praktisch eine Gesetzesinitiative. Sie ist deshalb auch viel zu lang und viel zu detailliert, vergisst aber gleichzeitig Details. Sie ruft sozusagen nach einem Gegenvorschlag, der dieses Grundanliegen besser formuliert. Weshalb haben Sie das nicht gemacht? Wir sollten doch um solche Steilpässe froh sein und den Initianten nicht vorwerfen: «On sent l'obsession.» Vous êtes obsédé par le libéralisme. Je ne partage parfois pas les conséquences, mais ça n'évite pas qu'on se retrouve dans une solution commune. Ich bedaure sehr, dass auch Sie, Herr Eggly, in einen solchen Diskurs verfallen, der eigentlich die Diskussion eher behindert, statt sie zu fördern.

Eggly Jacques-Simon (L, GE): Monsieur Gross, vous avez bien écouté les raisons pour lesquelles j'étais contre cette initiative, mais vous avez remarqué aussi qu'en commission, les libéraux ont fait passer un postulat. Ce postulat demande au Conseil fédéral de voir ce qui peut être fait, mais avec une maîtrise politique que l'initiative ne donne pas.

Ma question est la suivante: un contre-projet à cette initiative, comme ça, très vite, c'était difficile. Mais si le Conseil fédéral s'engage à expliquer où on en est et montrer où on peut aller, en collaboration avec les jeunes, avec les organisations etc. – quelque chose qui soit mieux que l'initiative –, est-ce que vous êtes prêt à soutenir la démarche du Conseil fédéral et à considérer qu'on peut arriver ainsi à un contre-projet indirect peut-être, à une politique qui sera un contre-projet indirect?

Vous dites qu'on est en train de gâcher une chance. Mais est-ce que vous êtes d'accord que la chance, elle est tou-

jours là, devant nous, suivant la manière dont le Conseil fédéral répond au postulat?

Gross Andreas (S, ZH): Schauen Sie, Herr Eggly: Ich war erstens nicht Mitglied der Kommission. Ich habe also nicht gesehen, was Sie dort gemacht haben. Zweitens habe ich das Postulat gesehen, und ich unterstütze es selbstverständlich. Sie wissen aber Folgendes ganz genau, Herr Eggly: Wenn die Liberale Partei einmal die Stärke hätte, eine Volksinitiative einzureichen, und wenn der Nationalrat auf Ihre Volksinitiative nur mit einem Postulat reagieren würde, dann wären Sie weiss Gott enttäuscht und nicht zufrieden! Sie wissen ganz genau, dass das Postulat ein viel zu schwaches Instrument ist, um als «indirekter Gegenvorschlag» zu einer Volksinitiative zu taugen.

Ich sehe die guten Seiten dessen, was im VBS geleistet wird, ganz genau; mir müssen Sie nichts vorwerfen. Ich weiss auch, dass offenbar ein Gesetz für die zivile Konflikt- und Gewaltprävention in Vorbereitung ist. Genau dieses Paket aber hätte man in einen direkten Gegenvorschlag einbauen können. Das ist eine verpasste Chance. Hier stossen Sie Zehntausende vor den Kopf, die gar nicht die Armee abschaffen möchten, die aber die zivile Friedenspolitik der Schweiz voranbringen können. Diesen Ball hätten Sie in der Kommission besser aufnehmen sollen.

Leu Josef (C, LU): Persönlich kann ich dem Anliegen der Volksinitiative «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst» wenig Verständnis entgegenbringen. Die Initiative erweckt den Eindruck, ihren Anliegen sei bis jetzt nicht oder kaum Rechnung getragen worden. Man ist geneigt zu sagen, die Initianten würden sich einmal mehr im Bestreben versteigen, das Rad neu zu erfinden, aber dann nach ihren ideologischen Vorstellungen.

Wenn Sie, Frau Fehr oder auch Herr Janiak, von breiter Unterstützung und somit von einem grossen Bedürfnis sprechen, muss ich Sie aber fragen, was Sie dafür tun, damit die von Ihnen erwähnten Institutionen umfassend wissen können, was effektiv heute aufgrund unserer vorhandenen Instrumentarien im friedenspolitischen Bereich schon geleistet wird.

Ich muss auch die Behauptung zurückweisen, die Frau Fehr geäußert hat: «Wir dürfen in der Friedenspolitik das Feld nicht einfach der Diplomatie überlassen.» Ich möchte Sie fragen: Ist denn unser Engagement im Rahmen der OSZE, in der praktischen Arbeit des Katastrophenhilfekorps, im Rahmen der Deza und von vielen Nichtregierungsorganisationen oder von verschiedenen Uno-Missionen im Dienste der Solidarität und des Friedens so zu relativieren?

Frau Fehr, Frau Fässler und Herr Janiak, Sie monierten, dass sich eigentlich Gegner und Befürworter der jüngsten Abstimmung zur Militärvorlage darüber einig waren, dass der zivile Friedensdienst gefördert werden müsse. Dem kann ich durchaus zustimmen. Meine Ansicht unterscheidet sich aber dahingehend, dass ich der Meinung bin, dass wir bereits über die nötigen Instrumente verfügen. Es liegt an uns, diese sinnvoll und adäquat im Interesse unserer Sicherheit und auch der Sicherheit Europas auszugestalten.

Mit Blick auf den 1996 eingeführten Zivildienst gibt es keinen Bedarf, eine teure Konkurrenzorganisation aufzuziehen. Ich möchte auch nicht, dass die Anrechnung der Friedensdiensteinsätze an die Zivildienstpflicht dazu führen würde, dass der straffe Vollzug des Zivildienstes und die strengen Anforderungen durch die Mitwirkung im zivilen Friedensdienst unterlaufen werden könnten. Das Szenario ist durchaus realistisch, dass das, was der Zivildienst heute im Inland leistet, ausgehöhlt würde, indem diejenigen, die für soziale und andere Institutionen Dienst leisten, plötzlich Freude daran hätten, vermehrt ins Ausland zu gehen.

Das Zivildienstgesetz lässt ja, besonders im Entwurf zur Revision, in besonderen Fällen nach wie vor auch Auslandseinsätze zu, aber das müssen Leute mit einer gewissen Grundausbildung und mit entsprechender Berufserfahrung sein. Gemäss revidiertem Zivildienstgesetz gibt es auch die

Möglichkeit, Zivildienst Leistende vor solchen Einsätzen auszubilden. Aber das ist keine obligatorische Ausbildung in der Breite.

Wichtig erscheint mir auch, dass solche Einsätze mit dem EDA sauber abgesprochen und koordiniert sind, damit sie auch unseren aussenpolitischen Zielsetzungen entsprechen. Es hat sich aufgrund der Erfahrungen klar erwiesen, dass die Qualität eines zivilen Friedensdienstes wesentlich von der Qualität der Dienstleistenden abhängt.

An die Adresse von Herrn Gross Andreas möchte ich sagen, dass die Idee, Friedensdienst Leistende in grosser Zahl ins Ausland zu schicken, irgendwann mit dem Grundsatz der Nachhaltigkeit in Konflikt käme. Wenn wir nämlich das Prinzip der Hilfe zur Selbsthilfe ernst nehmen, müssen auch ausländische Expertinnen und Experten versuchen, die Aufgaben in die Hände der Direktbetroffenen zu legen und sich selbst möglichst bald überflüssig zu machen.

In diesem Sinne und aufgrund der gemachten Ausführungen bin ich gegen diese Initiative, unterstütze aber das Postulat.

Aeppli Wartmann Regine (S, ZH): Das Schweizerische Arbeiterhilfswerk, dessen Präsidentin ich bin, gehört zum breiten, nicht ideologisch ausgerichteten Bündnis derjenigen Organisationen, die diese Initiative unterstützen. Ich sehe mich deshalb veranlasst, auch noch für diese Initiative zu plädieren, obwohl das viele Vorrednerinnen und Vorredner bereits getan haben.

In den vergangenen Wochen habe ich für ein doppeltes Ja zu den Militärvorlagen gekämpft, im Wesentlichen mit der Begründung, humanitäre Hilfe und bewaffneter Schutz der Zivilbevölkerung seien Aufgaben, die immer mehr Hand in Hand gehen und parallel erfüllt werden müssten. Ich bin ja auch nicht die Erste, die auf diesen Zusammenhang hinweist, aber immerhin die Letzte auf der Liste der Rednerinnen und Redner.

Die Initiative strebt ein umfassendes Programm zur Erreichung dieses Zieles an. Man kann vielleicht einwenden, das Programm sei zu breit und die Instrumente seien zu wenig präzise, aber das ist beileibe kein Grund, gegen die Initiative zu sein. Letztlich geht es doch darum, der Friedenspolitik einen neuen, umfassenden Stellenwert einzuräumen – dazu gehören alle Aspekte, von der humanitären Hilfe bis zur Entwicklungspolitik, von der Gewaltprävention bis zur Versöhnungsarbeit – und diesen zu einem Schwerpunkt der schweizerischen Aussenpolitik zu erheben.

In Deutschland zum Beispiel ist der zivile Friedensdienst Bestandteil der Regierungspolitik und untersteht direkt dem Ministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung. Damit wird unterstrichen, dass es um ein aussenpolitisches, ja sogar um ein aussenwirtschaftspolitisches und nicht nur um ein sicherheitspolitisches Anliegen geht.

Ich sage nicht, dass es in unserem Land an Akteuren – sowohl staatlichen wie nichtstaatlichen – fehlt, die sich für die Ziele einsetzen, wie sie die Initiative erreichen wollen. Deren Arbeit zu bündeln, zu koordinieren und auszubauen ist eines der Ziele der Initiative. Es geht also nicht um den Aufbau einer Konkurrenzorganisation, wie das mein Vorredner befürchtet hat.

Auf der anderen Seite verlangt die Initiative konsequenterweise die Ausbildung von Leuten, die zivile Friedensarbeit leisten. Dies ist bekanntlich kein Sonntagsspaziergang, sondern setzt sehr viel Wissen und Fachkenntnis voraus, sei das in organisatorischen Belangen, sei das im Umgang mit Konfliktparteien oder im Agieren zwischen staatlichen und nichtstaatlichen Stellen. Der Präsident des IKRK könnte dazu ein Lied mit mehreren Strophen singen.

Nehmen wir uns doch selber bei den Worten, die wir in den letzten Wochen mit grossem Eifer verbreitet haben, und unterstützen wir diese Initiative. Sie ist zumindest der Anfang zur Einlösung unseres Versprechens!

Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag Garbani zu unterstützen.

Schmid Samuel, Bundesrat: Der Bundesrat beantragt, die Initiative für einen zivilen Friedensdienst zur Ablehnung zu

empfehlen, und zwar unabhängig und unbeeinflusst von der hier oft beschriebenen Herkunftsfrage.

Gemäss den Initianten ist die Initiative für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst zwischen der humanitären Hilfe und der Diplomatie anzusiedeln. Die Initianten wollen ein zusätzliches Instrument der Friedensförderung auf der Ebene der zivilen Akteure, wie das einer der Initianten in einer Kommissionssitzung erläutert hat.

Selbstverständlich teilt der Bundesrat das Ziel der Initianten, Konflikte friedlich zu lösen; ein weiterer Teil unserer Politik und Aussenpolitik ist auf diese Zielsetzung ausgerichtet. Aber der Rahmen, wie ihn die Initianten hier vorschlagen, ist nach unserem Dafürhalten nicht tauglich. Es geht immerhin um Verfassungstext; auch hier muss eine gewisse Hürde gesetzt werden für Forderungen oder Postulate oder Deklarationen, die in der Verfassung Eingang finden sollen.

Alle in der Schweiz wohnhaften Personen sollen beispielsweise gemäss der Initiative Anspruch auf eine kostenlose Grundausbildung für diesen Friedensdienst haben; auf eine Grundausbildung, die im Übrigen überaus offen umschrieben ist. Sie soll Wissen und Praktiken gewaltfreier Konfliktbearbeitung vermitteln. An sich ist in dieser Zielsetzung die Initiative auch nicht kohärent. Teilweise sind es reine Visionen, teilweise Deklarationen und teilweise dann organisatorische Anweisungen, die dem Staat für die Realisierung dieser Zielsetzung neu zur Verfügung gestellt werden sollten. So wird beispielsweise in Artikel 57a Absatz 1 das Instrument einer aktiven Friedenspolitik stipuliert. Aber dann wird sehr allgemein gesagt, welche Aufgaben man diesem Instrument zuweist. Wenn Sie das suchen, dann sehen Sie, dass in Absatz 2 sehr allgemein gesagt wird, dass man im In- und Ausland dazu beitragen wolle, Gewaltverhältnisse abzubauen sowie deren Neuentstehung zu verhindern.

Sie sehen auch, dass man im Weiteren dort, wo man auf das Organisatorische zu sprechen kommt, in Absatz 6, die Definition nicht etwa einengt. Es heisst dort, dass der zivile Friedensdienst auf Anfrage von Nichtregierungsorganisationen, staatlichen Institutionen und internationalen Organisationen unbewaffnete Friedenseinsätze organisiere.

Wir schaffen hier eine Verfassungsgrundlage. Mit dieser Verfassungsgrundlage soll der Gesetzgeber einen Rahmen und eine Basis erhalten, auf der er sich dann für diese Zielsetzung verpflichten kann.

Das wäre alles möglicherweise noch diskutabel, wenn wir nicht viel tauglichere Alternativen hätten. Das ist den Initianten nicht vorzuwerfen, denn seit der Einreichung der Volksinitiative im September 1999 sind deren Anliegen durch die Tätigkeit des Bundes weitgehend überholt, und zwar aus folgenden Gründen:

1. Am 4. Dezember 2000 hat der Bundesrat das Konzept für einen schweizerischen Expertenpool für zivile Friedensförderung sowie die gleichzeitig beantragte Anpassung der Verordnung über den Einsatz von Personal bei friedenserhaltenden Aktionen und Guten Diensten verabschiedet. Bei diesem Expertenpool handelt es sich um eine Personalreserve aus qualifizierten, auf einen Einsatz vorbereiteten zivilen Expertinnen und Experten, die nach dem Milizprinzip rasch und gezielt – dann wenn nötig, für die Zeit und für die Aufträge, für die sie benötigt werden – auch zum Einsatz kommen können.

Dieser Pool umfasst unter anderem Fachleute aus den Bereichen Demokratie, Rechtsstaatlichkeit und Menschenrechte, Presse und Medien, Wahlen und Zivilpolizei, eben Nischen oder Spezialitäten, bei denen wir speziell unsere Erfahrung und unser Wissen einbringen können. Damit werden die Voraussetzungen dafür geschaffen, dass bei Bedarf ein Kontingent von bis zu hundert zivilen Expertinnen und Experten gleichzeitig in verschiedene Missionen geschickt werden kann.

2. Am 2. März dieses Jahres hat das EDA zusammen mit Schweizer NGO und der Schweizerischen Friedensstiftung das Kompetenzzentrum Friedensförderung gegründet. Das Zentrum ist bei der Schweizerischen Friedensstiftung angesiedelt und wird massgeblich vom EDA finanziert. Das Kompetenzzentrum Friedensförderung bietet die Chance,

schweizerische Aktivitäten in der Friedenspolitik besser zu koordinieren, in sich abgestimmte Strategien zur Bewältigung von Konflikten zu entwickeln und eine kohärente Politik in der Zielverfolgung zu realisieren. Das bereits vorhandene zivile friedenspolitische Potenzial in der Schweiz kann auf diese Weise wirksamer genutzt werden.

Der Bundesrat hat die Bedeutung und die Notwendigkeit der zivilen Friedensförderung und auch die Bedeutung der Kooperation und der Koordination mit NGO erkannt und hat entsprechend gehandelt. Das zeigt sich auch darin, dass zurzeit das Zivildienstgesetz revidiert wird. Bei dieser Revision unter Federführung des EVD geht es im Wesentlichen darum, erstens die Zulassungsverfahren klarer zu regeln, zweitens zu ermöglichen, den Zivildienst an einem Stück zu leisten, drittens Wirkungsziele für den Zivildienst zu definieren und viertens Rahmenbedingungen für mögliche Auslandseinsätze zu verbessern und dafür z. B. die Dauer bei Auslandseinsätzen um 50 Prozent zu verlängern.

Im Sinne der Initianten sind schliesslich unsere drei Zentren in Genf tätig, nämlich das Zentrum für Sicherheitspolitik, das Internationale Zentrum für humanitäre Minenräumung und das Genfer Zentrum für die demokratische Kontrolle der Streitkräfte. Die Aktivitäten dieser Zentren haben eine stabilisierende und friedensfördernde Wirkung. Sie sehen also: Bereits heute bestehen in der Schweiz eine ganze Reihe von Institutionen und Instrumenten, die sich eingehend mit der zivilen Friedensförderung befassen. Es geht weniger darum, eine neue Struktur aufzubauen, als die bestehenden Instrumente zu koordinieren und sie auch gezielt, im Sinne der unbestrittenen Zielsetzung, anwenden zu können.

Der Bundesrat hat sich am vergangenen Freitag bereit erklärt, das Postulat 01.3268 der SiK-NR entgegenzunehmen, das einen ausführlichen Bericht verlangt über: Zivildiensteinsätze im Ausland; Einsatz und Erfolg von zivilen Friedensexperten; Einsatzbereitschaft junger Leute im Einsatz im Rahmen von NGO; Koordination zwischen Privaten und staatlichen Organisationen; in diesem Gesamtzusammenhang verfolgte Ziele; Zivilschutzkonzepte in unseren Nachbarstaaten. Auch die von Frau Vermot aufgeworfene Frage wird im Rahmen der Behandlung dieses Postulates beantwortet werden.

Schliesslich noch eine Bemerkung zum Thema Ausbildung in Gewaltverminderung und Gewaltverhütung: Letztlich muss es das Ziel jeder humanistischen Gesellschaft sein, auf allen Stufen konfliktvermindernd, also friedensfördernd, zu erziehen.

Damit kann ich zusammenfassend festhalten, dass die Initiative abzulehnen ist, weil:

1. die Zielsetzungen dieser GSoA-Initiative bereits heute wesentlicher Bestandteil der Bemühungen unseres Landes im Bereich der internationalen Zusammenarbeit und unserer Friedensförderung sind;
2. unkoordinierte Friedenseinsätze sich negativ auf die bewährte und international beachtete Zusammenarbeit der offiziellen Schweiz auswirken würden;
3. wir für derartige Einsätze mehr und mehr hochprofessionalisierte Spezialisten nötig haben;
4. schon heute Personen, die aus Gewissensgründen keinen Militärdienst leisten wollen, die Möglichkeit haben, sich im Zivildienst zu engagieren.

Im Übrigen widmen sich in der Schweiz 29 Einsatzbetriebe des Zivildienstes dem Abbau, der Früherkennung und Verhinderung neuer Gewaltverhältnisse und der friedlichen Beilegung gewalttätiger Auseinandersetzungen.

Schliesslich ein letzter Punkt: Die Kostenfolgen wurden hier mehrfach erwähnt. Ich wurde gefragt, woher wir die in der Botschaft enthaltenen Zahlen hätten. Ich kann nur darauf verweisen, dass wir sie aus den Unterlagen der Initianten selber genommen haben und hier die entsprechenden Konsequenzen ziehen mussten.

Zu einzelnen Voten nur das Folgende: In den Ausführungen der Initianten wird in Bezug auf die Beaufsichtigung dieser Institution bloss ausgeführt, dass die Durchführung dieser Zivildiensteinsätze nicht primär eine staatliche Aufgabe sei, dass die Aufsichtsorgane höchstens administrativ der Bun-

desverwaltung unterstellt seien, aber inhaltlich absolut unabhängig zu arbeiten hätten; dass sich diese Kommission schliesslich aus Personen zusammensetze, welche in den im Initiativtext genannten Bereichen tätig seien; dass sie auch über Gesuche der Trägerorganisationen entscheide. Eine direkte Einflussmöglichkeit des Bundesrates oder des Parlamentes auf diese Organisation ist also mindestens nach Ansicht der Initianten, wie sie sie in ihren Unterlagen darstellen, nicht gegeben.

Ein weiterer Gegenvorschlag ist nach unserem Dafürhalten nicht notwendig, weil wir einen Gegenvorschlag bereits lanciert und realisiert haben. Wenn sich zusätzlicher Handlungsbedarf ergeben sollte, dann wird sich dieser aus der Behandlung und Diskussion dieses Postulates ergeben.

Ich bitte Sie also, dem Antrag der Kommissionsmehrheit zuzustimmen, d. h., die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Der Bundesrat erklärt sich bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Bundesbeschluss zur Volksinitiative «Solidarität schafft Sicherheit: für einen freiwilligen zivilen Friedensdienst»

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «La solidarité crée la sécurité: pour un service civil volontaire pour la paix»

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Garbani, Cuche, Fässler, Fehr Mario, Günter, Haering, Wyss)

.... die Initiative anzunehmen.

Art. 2

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Garbani, Cuche, Fässler, Fehr Mario, Günter, Haering, Wyss)

.... d'accepter l'initiative.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 99 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 64 Stimmen

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 00.059/1344)

Für Annahme des Entwurfes 100 Stimmen

Dagegen 60 Stimmen